



General Conference
Twentieth Session,

Генеральная конференция
Двадцатая сессия

Paris 1978

Conférence générale
Vingtième session,

Conferencia General
Vigésima reunión,

Terra Santa Clara
p. 17
Intervention XX^e session. Conférence générale
VI/14 prov.

الدورة العشرون. **المؤتمر العام**

Provisional Verbatim Record

Fourteenth plenary meeting
Tuesday 31 October 1978 at 3.15 p.m.

Compte rendu in extenso
provisoire

Quatorzième séance plénière
mardi 31 octobre 1978 à 15 h 15

Acta literal provisional

Décimocuarta sesión plenaria
martes 31 de octubre de 1978 a las 15.15

Предварительные
стенографические отчеты

Четырнадцатое пленарное заседание
во вторник 31 октября 1978 г. в 15 ч. 15 мин.

Fundação Cuidar do Futuro
الجلسة العامة الرابعة عشرة
المحضر الحرفي المؤقت
الثلاثاء ٣١ أكتوبر / تشرين الأول ١٩٧٨ الساعة بعد الظهر

President / Président / Presidente
Председатель / الرئيس

M. N. LEBLANC (Canada)

M. E. ANFOM (Ghana)

This record is provisional. Corrections should be communicated in writing to the Secretariat of the Conference (room S.383) within 48 hours of the time of its distribution, after which period the record will be considered definitive.

Le présent compte rendu est provisoire. Prière de remettre par écrit toute correction au Secrétariat de la Conférence (bureau S.383) dans les 48 heures qui suivront la distribution de ce document; passé ce délai, le compte rendu sera considéré comme définitif.

Esta acta es provisional. Se ruega a los señores delegados que entreguen las correcciones que deseen incluir en el acta a la Secretaría de la Conferencia (despacho S.383) antes de las 48 horas. Pasado este plazo, se considerará el acta como definitiva.

Этот стенографический отчет является предварительным. Просьба направлять в письменной форме все исправления в Секретариат Конференции (Бюро S.383) не позже, чем через 48 часов после распространения этого документа; стенографический отчет будет считаться окончательным по истечении этого срока.

هذا المحضر مؤقت. والمرجو ابلاغ سكرتارية المؤتمر (المكتب S 383) كناية بأي تصحيح خلال ٤٨ ساعة من وقت توزيع هذه الوثيقة. وسيعتبر المحضر نهائيا بعد انقضاء هذه المدة.





SUMMARY / SOMMAIRE / SUMARIO / СОДЕРЖАНИЕ / ملخص

مناقشة السياسة العامة

General policy debate (continued)

Débat de politique générale (suite)

Debate de politica general (continuación)

Обсуждение вопросов общей политики / продолжение

مناقشة السياسة العامة (تابع) / mardi 31 octobre 1978 13 h 15

Décimoctava sesión plenaria / martes 31 de octubre de 1978 a las 12.15

Пятнадцатая пленарная сессия / во вторник 31 октября 1978 г. в 12 ч. 15 мин.

Fundação Cuidar o Futuro

مؤسسة رعاية المستقبل / مؤسسة الأمل / مؤسسة الأمل / مؤسسة الأمل

M. N. LEBLANC (Canada) / M. E. ANFOM (Ghana)

President / President / President / President

This record of the... (top section of mirrored text)

The present... (middle section of mirrored text)

Esta parte... (lower middle section of mirrored text)

Esta parte... (bottom section of mirrored text)

Esta parte... (very bottom section of mirrored text)



1. The PRESIDENT:

Distinguished delegates, the meeting is now called to order, and I am pleased to give the floor to the head of the delegation of Poland, Madame Eugenia Krassowska, Chairman of the Polish National Commission for Unesco and member of the Executive Board.

2.1 Mme KRASSOWSKA (Pologne) :

Monsieur le Président, au nom de la délégation polonaise, je désire tout d'abord féliciter M. Napoléon LeBlanc pour son élection à la haute fonction de président de cette vingtième session de la Conférence générale de l'Unesco. Comme toujours, c'est en appréciant ses efforts infatigables et son dévouement que nous suivons les activités du directeur général de notre Organisation, M. Amadou-Mahtar M'Bow.

2.2 Notre délégation est animée par la volonté de contribuer aux travaux de cette session dans un esprit de compréhension mutuelle et de confiance entre les Etats membres.

2.3 Monsieur le Président, nous considérons la contribution au renforcement de la paix et à la détente dans les relations internationales ainsi qu'au désarmement, comme le but fondamental des activités de l'Unesco. Cet objectif constitue du reste la base de l'action internationale de notre gouvernement.

2.4 L'orientation des activités de l'Unesco vers les problèmes majeurs du monde contemporain s'est renforcée pendant les deux dernières années mais il faudrait la renforcer et l'approfondir encore.

2.5 Notre Organisation a également fait de considérables progrès sur la voie de l'universalité. Nous saluons les nouveaux membres de l'Unesco qui se trouvent parmi nous, particulièrement la Namibie à qui nous souhaitons chaleureusement d'acquiescer son indépendance dans des conditions conformes aux aspirations et aux intérêts réels de son peuple héroïque.

2.6 Mesdames, Messieurs, il convient d'accueillir avec satisfaction la contribution intellectuelle et conceptuelle de l'Unesco à l'instauration du nouvel ordre économique proclamé en 1974 par l'ONU. Nous partageons pleinement la conviction que l'instauration d'un nouvel ordre économique dépend non seulement de facteurs politiques et économiques, mais aussi du degré de développement de la recherche scientifique, des progrès réalisés dans l'éducation, de la diffusion et de la participation à la culture, enfin de l'amélioration de la circulation de l'information, qui doit être équilibrée et impartiale.

2.7 Pour atteindre les objectifs fondamentaux d'un nouvel ordre économique international, le chemin est long et difficile. La réalisation de ces objectifs dépend du renforcement de la paix, de l'approfondissement de la détente, de la limitation de la course aux armements et du passage au désarmement. Le respect de la souveraineté et de l'indépendance de chaque Etat est indispensable, de même que le respect du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats, l'élimination du racisme, du colonialisme et de l'apartheid et, enfin, l'application des principes de la coexistence pacifique entre pays ayant des régimes sociopolitiques différents.

2.8 A notre avis, l'instauration d'un nouvel ordre économique dans les relations internationales doit s'accompagner de transformations intérieures sur les plans politique, économique et social, allant dans le sens du progrès. Il est indispensable de créer - grâce à la coopération internationale - des conditions permettant la mobilisation des forces et des ressources intérieures aussi bien matérielles qu'humaines. Nous croyons nécessaire de tenir compte du fait que le monde contemporain comprend trois groupes d'Etats : les pays capitalistes hautement développés, les pays en développement et les

pays socialistes, dont le rôle dans la formation de la vision du monde devient de plus en plus marquant.

2.9 L'Unesco poursuit avec succès ses activités conformément aux trois orientations définies par les résolutions adoptées aux dix-huitième et dix-neuvième sessions de la Conférence générale : la réflexion sur la conception d'un nouvel ordre économique international ; la diffusion d'informations sur les tâches de l'Unesco dans ce domaine ; les activités concrètes dans le cadre des programmes relatifs à la science, à l'éducation, à la culture et à l'information. En Pologne, un ouvrage collectif exposant les divers aspects d'un nouvel ordre économique est en voie d'être publié.

2.10 Mesdames, Messieurs, le Plan à moyen terme pour les années 1977-1982, adopté définitivement par la Conférence générale à sa dix-neuvième session, définit concrètement la participation de l'Unesco à la solution des problèmes majeurs du monde contemporain, à savoir la paix, les droits de l'homme, l'homme en tant que centre du développement, la science et la technique, les activités éducatives, l'homme et son environnement, les problèmes de population, la communication entre les personnes et entre les peuples, le transfert et l'échange d'informations. Nous acceptons les ajustements proposés au Plan à moyen terme, que nous considérons comme conformes aux besoins actuels.

2.11 Monsieur le Président, le Projet de programme et de budget pour 1979-1980 qui nous est soumis, représente, par rapport aux projets précédents, un important pas en avant sur la voie de la réalisation des objectifs de l'Acte constitutif de l'Unesco et des orientations fondamentales du Plan à moyen terme.

2.12 La nouvelle structure du programme biennal facilite la concentration sur les problèmes fondamentaux du monde contemporain, et elle pourrait contribuer à mettre fin à la dispersion critiquée par les Etats membres depuis les années. Malheureusement, cette dispersion n'a pas encore pu être complètement évitée.

2.13 Nous voudrions aussi souligner que le Projet de programme marque un progrès du point de vue de l'interdisciplinarité dans l'approche des problèmes. Cette approche interdisciplinaire devrait être appliquée, et il nous semble indispensable que le Secrétariat mette en oeuvre les moyens concrets nécessaires pour parvenir à ce résultat.

2.14 Monsieur le Président, le Projet de programme biennal précise les tâches de l'Unesco relatives au renforcement de la paix, au désarmement et au respect des droits de l'homme. La problématique de la paix occupe une plus grande place que précédemment dans les programmes des secteurs, surtout celui de l'éducation. Nous appuyons les initiatives tendant à démontrer les liens étroits existant entre la paix, les droits de l'homme et le développement ; cependant, le Projet de programme n'accorde pas aux recherches sur la paix la place qu'elles méritent. Il est particulièrement urgent d'accélérer, conformément aux objectifs du Plan à moyen terme, l'élaboration du programme international à long terme de recherches sur la paix (Interpeace). Nous appuyons vigoureusement le projet de résolution présenté par l'Union soviétique sur la contribution de l'Unesco à la paix.

2.15 L'Unesco, consciente que la course aux armements constitue l'obstacle le plus important au renforcement de la paix, ainsi qu'une entrave à la détente et au progrès socio-économique et culturel, manifeste un intérêt croissant pour la problématique du désarmement, à laquelle se réfère le Projet de programme. Un climat plus favorable à la réalisation du programme de notre Organisation relatif au désarmement a été créé par les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. La partie du programme d'action adopté par l'Assemblée générale à l'issue de cette session qui s'adresse directement à l'Unesco met en relief l'importance de la sensibilisation de l'opinion publique mondiale à la cause du désarmement ainsi que la nécessité d'encourager l'enseignement, les études et les recherches dans le domaine du désarmement. L'adoption du projet de résolution présenté par l'Union soviétique, sur le rôle de l'Unesco dans la création d'une opinion publique favorable au désarmement, que la Pologne appuie vigoureusement, donnerait une nouvelle impulsion aux activités de l'Organisation.

2.16 La tâche prioritaire de l'Unesco dans le domaine des droits de l'homme consiste, selon nous, à lutter contre les violations massives et flagrantes des libertés et des droits de l'homme, telles celles qui résultent des politiques d'agression et de l'application de la politique d'apartheid, du

colonialisme et du racisme. Le racisme et la discrimination raciale, encore pratiqués dans le monde, menacent la paix et freinent la coopération pacifique entre les Etats. C'est pourquoi nous attachons une grande importance à l'adoption de la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux.

2.17 Les derniers bastions d'oppression et de domination étrangères ne sont pas encore liquidés ; on mène encore des activités visant à entraver l'exercice par les peuples de leur droit à l'indépendance et à la souveraineté, et de leur droit d'utiliser comme ils l'entendent leurs ressources naturelles. L'Unesco doit mobiliser l'opinion mondiale par des moyens pacifiques afin de soutenir les mouvements d'indépendance, d'aider les actions visant à éliminer les dernières séquelles du colonialisme et du racisme.

2.18 Nous croyons que, conformément à la Charte des Nations Unies, la collaboration internationale en vue de promouvoir les droits de l'homme doit servir au renforcement de la paix et de la coopération internationale ; elle ne peut donc pas servir de prétexte à des fins politiques contraires à ces principes. La coopération internationale dans ce domaine doit être fondée sur les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme qui sont en vigueur depuis 1976 ; la mise en oeuvre de ces pactes est indivisible et tous les Etats qui veulent collaborer en partenaires égaux dans le domaine des droits de l'homme doivent les ratifier ; l'Unesco elle aussi devrait contribuer à leur mise en oeuvre dans les domaines relevant de sa compétence.

2.19 Monsieur le Président, le Projet de programme pour 1979-1980 envisage l'éducation en liaison étroite avec les problèmes majeurs du monde contemporain. Nous accordons une grande importance à l'éducation des jeunes dans l'esprit de la paix ; aussi tenons-nous à souligner avec satisfaction que le Projet de programme assure à cet objectif la place qui lui est due et propose des actions concrètes à cet effet.

2.20 Une attention particulière doit être accordée à toutes les initiatives visant à favoriser l'application de la Recommandation sur l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales. Les manuels scolaires, surtout ceux d'histoire et de géographie, jouent un rôle essentiel dans cette éducation. Il est nécessaire d'éliminer des programmes scolaires tous les éléments susceptibles de servir la propagande en faveur de la haine raciale, du chauvinisme, de l'intolérance, de l'injustice, du culte de violence et de la guerre. Nous avons présenté à ce sujet un projet de résolution qui définit les principes fondamentaux de la révision et de l'amélioration des manuels scolaires.

2.21 La Pologne attache donc une grande importance à l'éducation des jeunes générations dans un esprit de paix. "Il ne saurait y avoir d'autres républiques que celles façonnées à l'image de l'éducation de leurs jeunes" écrivait un des plus brillants esprits polonais du XVIIIe siècle, Stanilaw Staszic. La délégation polonaise à la trente-troisième session de l'ONU a lancé l'idée d'introduire dans les activités de l'ONU l'ensemble des problèmes de la formation pour la paix en proposant un projet de déclaration sur la formation des peuples pour la paix.

2.22 Nous sommes partisans d'approfondir la démocratisation et la modernisation de l'éducation, dans la perspective de l'éducation permanente. Le Projet de programme met à juste titre en évidence la nécessité de lier le développement de l'éducation au développement socio-économique de chaque pays, de rapprocher l'école de la vie et de l'emploi, principalement par l'introduction du travail dans le processus de l'enseignement, laquelle a une valeur morale et éducative. Ce rapprochement avec la vie peut aussi être obtenu par le développement et l'amélioration de l'enseignement technique et professionnel, et par son articulation avec l'enseignement général.

2.23 Nous sommes aussi favorables aux projets de recherche sur les perspectives à long terme du développement de l'éducation. Des études dans ce domaine ainsi que dans le domaine de l'éducation permanente sont poursuivies en Pologne, et nous sommes prêts à en faire parvenir les résultats à l'Unesco.

2.24 Monsieur le Président, la priorité accordée aux sciences exactes et naturelles dans le Projet de programme biennal est accueillie par nous très favorablement car elle va dans le sens de la politique suivie par notre gouvernement. Ce projet de programme prouve que l'Unesco est la seule organisation internationale capable de mettre en place une coopération scientifique à l'échelle mondiale



et régionale, englobant à la fois les sciences exactes et naturelles, et les sciences sociales, l'éducation, la culture et l'information.

2.25 Il convient d'encourager la tendance à déterminer la responsabilité sociale et morale des travailleurs scientifiques et à utiliser le progrès scientifique à des fins pacifiques et pour le développement socio-économique de chaque pays.

2.26 Le développement continu des grands programmes, le Programme international de corrélation géologique, le Programme océanographique de la COI, le MAB avec ses aspects sociaux et économiques, le Programme "science et société", les questions de politique scientifique par exemple, forme la base d'une large coopération scientifique. Il semble nécessaire d'accorder une plus grande importance au programme d'application de la science dans l'intérêt de l'homme et nous proposons l'adoption d'une résolution à ce sujet.

2.27 Les résultats de la deuxième Conférence des ministres chargés de la politique scientifique et technologique dans la région d'Europe et d'Amérique du Nord (MINESPOL II), qui a eu lieu en septembre 1977, ainsi que les préparatifs, déjà amorcés, du Forum scientifique de Vienne, donneront sans doute une impulsion nouvelle au développement et à l'approfondissement du programme relatif aux sciences exactes et naturelles.

2.28 Nous croyons que l'expérience et la position de l'Unesco justifient sa participation active aux préparatifs, et ensuite au déroulement, de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement qui aura lieu l'année prochaine.

2.29 Monsieur le Président, nous notons que les sciences sociales occupent davantage de place dans le Projet de programme biennal et nous considérons qu'il s'agit là d'un fait positif à tous égards. En effet, le Projet de programme vise, comme il se doit, à stimuler le développement de ces sciences et leur application aux problèmes fondamentaux du monde contemporain. Cette tendance est conforme au rôle croissant joué par les sciences sociales dans le développement socio-économique de chaque pays ainsi que dans la solution des problèmes qui se posent à l'humanité.

2.30 Je tiens à souligner une fois de plus l'importance des recherches sur la paix, sur le désarmement. J'ai déjà évoqué plus amplement ces questions au début de mon intervention.

2.31 Nous attachons un grand intérêt aux recherches portant sur la condition de la femme et des jeunes et aussi sur la conception du développement. Mais, il nous semble que le Projet de programme ne tient pas suffisamment compte des problèmes de la famille et c'est pourquoi nous proposons une résolution sur ce sujet.

2.32 Dans le domaine des sciences sociales, la coopération internationale entre les spécialistes et les institutions intéressés nous paraît revêtir une grande importance. Nous sommes prêts à faire part de nos expériences aux pays qui s'engagent dans la voie du développement, et à leur apporter une aide pour la création de structures endogènes et de programmes nationaux en sciences sociales.

2.33 Nous croyons, Monsieur le Président, que, dans le domaine de la culture, le programme devrait mettre davantage l'accent sur le principe de la démocratisation de la culture en tant que base des politiques culturelles, et souligner le rôle de la culture dans le renforcement de la paix et de la compréhension mutuelle entre les peuples.

2.34 Il est un problème qui nous semble être d'une importance particulière, c'est la préservation et l'épanouissement des valeurs culturelles.

2.35 L'Unesco, dont les travaux dans ce domaine s'appuient sur les résolutions appropriées adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, à la suite d'une initiative de la délégation polonaise, a déjà obtenu des résultats considérables à l'issue de la réunion d'un comité d'experts, à Varsovie l'année dernière : un projet interdisciplinaire d'étude sur la place et le rôle des valeurs culturelles dans le monde contemporain est prévu dans le Projet de programme en application des décisions de ce comité d'experts. Nous suggérons l'adoption d'une résolution spéciale sur les valeurs culturelles.

2.36 Nous accordons une attention particulière à l'application de la recommandation concernant la participation et la contribution des masses populaires à la vie culturelle. Cette recommandation reprend en effet les principes fondamentaux en matière de démocratisation de la culture.

2.37 Il nous semble que les préparatifs de la deuxième Conférence mondiale sur les politiques culturelles donneront une impulsion nouvelle à la réalisation du programme dans ce domaine. Nous sommes prêts à participer à ces préparatifs.

Fundação Cuidar o Futuro



2.38 Monsieur le Président, dans le domaine de l'information face aux grands problèmes actuels les moyens d'information jouent un rôle capital. Il est indispensable d'encourager la mise en oeuvre des moyens d'information au service de la paix, de l'amitié entre les peuples, de la compréhension et de la coopération internationales, de la démocratisation de la culture et du respect mutuel entre les peuples. Cela revêt une importance particulière si l'on considère que les mass médias servent parfois à la diffusion non des valeurs culturelles, mais de substituts de celles-ci, de contenus d'inspiration raciste et chauvine, d'incitations à la violence, à l'usage de la force, au mépris de l'homme et de ses droits, et d'insultes à la dignité de l'homme et surtout de la femme. Un cas particulièrement fréquent est celui des ouvrages pornographiques dont certaines sociétés acceptent la publication. Aussi, attachons-nous une grande importance à la Déclaration sur les principes fondamentaux concernant la contribution des organes d'information au renforcement de la paix, de la compréhension internationale et à la lutte contre la propagande belliciste, le racisme et l'apartheid.

2.39 Nous félicitons le Directeur général pour les efforts qu'il a déployés afin d'élaborer le projet de cette déclaration. Il est nécessaire d'étudier ce projet sous un angle rationnel et positif en y voyant un compromis qui résulte d'un esprit de coopération et de bonne volonté. La Déclaration a pour but de garantir honnêtement les intérêts des divers Etats et régions, et, en particulier, ceux des pays en développement, dont nous appuyons l'aspiration à créer leurs propres systèmes et structures de l'information. Elle constituera un pas en avant vers l'objectif du nouvel ordre de l'information.

2.40 Monsieur le Président, les idées maîtresses qui doivent régir les activités de l'Unesco dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information sont l'approfondissement de la compréhension mutuelle entre les peuples et le renforcement de la paix et de la sécurité. Les résultats déjà acquis sont considérables ; ils ouvrent la voie à l'élargissement de la coopération culturelle et scientifique. Les mêmes objectifs sont à la base du projet de résolution très importante, proposé par l'Union soviétique, qui a trait à la coopération culturelle et scientifique sur une base d'égalité et d'intérêt mutuel, en tant que facteur important du renforcement de la paix, de l'amitié et de la compréhension réciproque entre les peuples.

2.41 Mesdames, Messieurs, nous avons souligné maintes fois l'importance que nous attachons à la coopération européenne et à son rôle dans la coopération internationale considérée dans son ensemble. L'Unesco a entrepris des activités en rapport avec la mise en oeuvre des décisions de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et le Directeur général a présenté le bilan de ces activités à la réunion de Belgrade de cette année. Il existe encore bien des possibilités, jusqu'ici inexploitées, dans le domaine de la coopération européenne. La Pologne continuera à apporter sa contribution au renforcement de cette coopération dans le cadre du programme de l'Unesco.

2.42 Nous accordons, d'autre part, une grande attention à la coopération scientifique européenne. C'est ainsi que nous proposons la création d'un conseil du Bureau de coopération scientifique pour l'Europe. Je voudrais rappeler à ce propos que le gouvernement polonais a proposé officiellement de transférer le siège du Bureau à Varsovie.

2.43 Monsieur le Président, nous accordons une grande importance à l'accroissement de l'efficacité du travail de notre Organisation. Nous continuerons à appuyer les efforts du Directeur général dans ce domaine. Cependant, nous ne sommes pas en mesure de donner notre accord à l'accroissement accéléré et excessif du budget. Il est indispensable que les efforts déployés par le Directeur général pour réaliser des économies, soient encore intensifiés, sous la forme principalement d'une réduction des dépenses administratives et d'une concentration des activités du programme.

2.44 La politique de recrutement du personnel doit elle aussi être continuellement améliorée afin de parvenir à une répartition géographique plus équitable. Le nombre de ressortissants polonais au sein du Secrétariat, qui est resté pratiquement inchangé malgré l'accroissement de notre participation aux travaux de l'Organisation, ne nous donne pas satisfaction.

2.45 Monsieur le Président, la Pologne participe activement aux activités de l'Unesco depuis trente ans et elle contribuera à l'exécution du programme qui sera adopté par la vingtième session de la Conférence générale. Nous allons déployer tous nos efforts pour que l'Unesco devienne, d'une manière encore plus nette, le centre mondial de la coopération intellectuelle, le centre des échanges



d'expériences et d'opinions, de la collaboration internationale dans le domaine de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information, et d'une coopération fondée sur les principes de la co-existence pacifique entre Etats membres ayant des régimes politiques et sociaux différents, se réclamant de différentes traditions culturelles et parvenus à divers niveaux de développement économique différents.

2.46 Nous souhaitons que cette coopération, fondée sur le principe des avantages réciproques, serve la cause du progrès de la compréhension mutuelle entre les peuples, et celle du renforcement de la paix et du bien-être de l'humanité tout entière.

3. The PRESIDENT:

I thank the head of the Polish delegation and now I am pleased to give the floor to His Excellency Dr. Chams Eldine El-Wakil, Permanent Delegate of Egypt to Unesco, member of the Executive Board and head of the Egyptian delegation.

٤١ - السيد الوكيل (مصر)

السيد رئيس المؤتمر العام ، سيداتي وسادتي ، أقدم لك ، سيدي الرئيس ، باسم وفد جمهورية مصر العربية ، تهنئة مخلص على اختيارك رئيسا للمؤتمر العام العشرين لليونسكو ، متعبيا لهذا المؤتمر ، بقيادة الواعية ، انجاز مهامه الحسنة في اطار التفاهم الدولي والوفاق العام . وانني أؤكد لك أن وفد مصر سيتعاون معك بكل طاقاته من أجل نجاح هذا المؤتمر الذي ينعقد مرة أخرى في باريس مهد الحرية والاخاء والمساواة .

٤٢ - بعد ذلك ، يسعدني أن أعرب عن تقديري وشكري للسيد ليونارد مارتن رئيس المجلس التنفيذي . وقد عملت معه في المجلس طوال سنتين ، استطاع خلالهما أن يتخطى الصعاب ، وأن يجعل من أعضاء المجلس أسرة واحدة تبت القضايا الدقيقة بروح التفاهم والتعاون الدولي . فقد كان يسعى دائما للوصول الى ما يمكن الاتفاق عليه . ويتجنب قدر استطاع ما يؤدي الى تعميق الخلاف .

٤٣ - واتوجه الى المدير العام لليونسكو فأقول باننا نفخر به ونعترز بان ارته . فقد قدم لنا منذ أيام عرضا للقضايا الأساسية المطروحة على هذا المؤتمر . وكان دائما كما دت ، شجاعا وصريحا ، نزيها وأمينا . وتناول كل قضية بالشرح الدقيق والتحليل الموضوعي . وقد استطاع خلال العامين الماضيين بنشاط وحيوية منقطعة النظر أن يتجول في أنحاء العالم ، وأن ينقل رسالة اليونسكو من مقرها في باريس الى وجدان الشعوب في مختلف أنحاء الارض . وانني باسنى وباسم وفد مصر أعرب له وللمعاونيه من أعضاء السكرتارية عن كل الاحجاب والتقدير على كل ما قدم وكل ما يقدم من خدمات جليلة لهذه المنظمة .

٤٤ - سيدي الرئيس ، في اطار مناقشة السياسة العامة ، لن أتحدث عن الانجازات الوطنية لمصر في مجالات اختصاص اليونسكو ، رغم أنها هامة ومليئة بالتجارب الخصبه ، والتي في اطارها يضم التعليم ٧ ملايين طالب وطالبة يدرسون في ١٤ ألف مدرسة و ١١ جامعة ، بالإضافة الى ما توفره بلادى من دراسة لأكثر من ٤٢ ألف طالب من الدول العربية والافريقية الشقيقة . ولن أتحدث كذلك عن المسائل التي لها بتود خاصة مدرجة على جدول أعمال هذا المؤتمر ولجانته . وانما سأكتفي بعرض موجز لتصور وفد مصر لبعض الموضوعات والمشاكل المتعلقة بالسياسة العامة للمنظمة . وسوف ألتزم في هذا الصدد بتوصيات المجلس التنفيذي التي وردت في وثيقة تنظيم أعمال الدورة العشرين للمؤتمر العام .

٤٥ - أولا - مشروع البرنامج والميزانية (الوثيقة ٢٠ م / ٥) يسجل وفد مصر بكل ارتياح الصيغة الجديدة التي أعدت بها هذه الوثيقة لأول مرة في تاريخ اليونسكو . فهي وان كانت قد احتفظت بفصول محددة على أساس القطاعات (التربية - العلوم الطبيعية - العلوم الاجتماعية - الثقافة والاعلام) ، إلا أنها عرضت البرنامج داخل كل فصل حسب الأهداف . وبذلك جاءت الأقسام الواردة في كل فصل على أساس الأهداف التي يهتم القطاع المعنى ببلوغها .

٤٦ - واننا لنأمل في المستقبل أن تتوافر الظروف والامكانات التي تسمح باعداد مشروع البرنامج على أساس الاهداف دون تقسيمه الى قطاعات . والشروط الأساسية في تقديرينا لبلوغ هذه الغاية ، هو أن يتم اعداد الخطة الثانية المتوسطة الأجل (١٩٨٤ - ١٩٨٩) ، حسب أهداف تتسم بمزيد من التركيز ومن الشمولية . فالخطة السداسية المركزية الأهداف تشيخ تحقيق غايتين أساسيتين : من ناحية اعداد البرنامج وفقا للأهداف ، ومن تقسيمه الى فصول على أساس القطاعات . ومن ناحية أخرى ، استجابة مطلب ينادى به الكثير من الدول الأعضاء ، وهو تركيز البرامج بدلا من معشرتها وتشتيتها .

٤٧ - وهذا كله يقتضى بالضرورة اعادة النظر في بنية السكرتارية المركزية ، وبطريقة تدريجية . كما أنه يفرض ، ومنذ الآن ، تصورا جديدا للمكاتب الإقليمية ، ونوعية الأنشطة التي تقوم بها . وفي هذا الشأن ، فاننا نطالب منذ الآن على المستوى الاقليمي ، وتطبيقا لمبدأ اللامركزية . . بما يلي : (١) انشاء مكتب اقليمي موحد ومتكامل لليونسكو في المناطق التي ترغب في ذلك ؛ (٢) تحديد الأنشطة الإقليمية على أساس فروع المعرفة المتداخلة ، وليس على

أساس القطاعات ؛ (٣) تزويد المكتب الاقليمي الموحد المتكامل بصلاحيات ومهام اقليمية واسعة ، من بينها وأهمها : التنسيق بين الأنشطة المختلفة ، والاعداد للمؤتمرات الاقليمية الحكومية على مستوى الوزراء ، وكذلك وبصفة خاصة في مجال الاعلام . وهنا ، يجب أن يكون للمكاتب الاقليمية الموحدة دور فعال في نقل رسالة اليونسكو الى وجدان الشعوب ، في الحقل والصنع ، في القرية والمدينة . كما يجب أيضا أن يتولى المدير الاقليمي مهمة الدفاع عن اليونسكو ازاء الحملات الشرسة التي تتعرض لها بين الحين والحين من بعض وسائل الاعلام .

٤٨ - السيد الرئيس ، قبل أن أنتقل الى موضوع آخر . . . أود بشأن مشروع البرنامج ، أن أحدد تصورنا للحد الأقصى للميزانية . وهو ، في حقيقة الأمر ، يعتبر بالنسبة لنا الحد الأدنى للميزانية . وقد قال أحد الزملاء ذات يوم في المجلس التنفيذي بأن مبلغ الـ ٣٠٣ ملايين دولار المطلوب هو أقل من ميزانية جامعة واحدة في عاصمة بلده . ان اعتماد الحد الأقصى المقترح للميزانية هو في تقديرنا خيار سياسي بالدرجة الأولى . فهو ، من ناحية ، تعبير عن التضامن والتعاون الدولي . وهو ، من ناحية أخرى ، اسهام في تنفيذ البرنامج الذي تستفيد منه الكثرة الغالبة من الدول النامية .

٤٩ - ثانيا - الخطة المتوسطة الأجل - والتأمل في المستقبل واقامة نظام دولي جديد : من المسلم به في الوقت الحاضر ، أنه لا ينبغي تعديل جوهر الخطة المتوسطة الأجل التي اعتمدت في نيروبي بالاجماع ، والتي لقيت ترحيبا واسعا على المستوى الدولي . ولكن في الوقت نفسه وبالضرورة ينبغي منذ الآن البدء بمجهود فكري ، ومواصلة التأمل خلال السنوات القليلة القادمة ، للاعداد للخطة الثانية المتوسطة الأجل ، التي ستدخل مرحلة التطبيق من عام ١٩٨٤ الى عام ١٩٨٩ . ان التفكير في اعداد هذه الخطة الثانية ، هو تفكير في عالم الغد ، أي عالم الألفية الثالثة . وهو بالتالي ينبغي أن ينطلق من مبدأ اقامة نظام دولي جديد تتحدد فيه العلاقات الدولية على أساس العدالة والمساواة ، وليس على مجرد فكرة اشباع الاحتياجات الأساسية . فان فكرة الاحتياجات الأساسية تصلح أساسا لتحديد الأولويات في برامج التنمية الوطنية ، حيث يستطيع المخطط الوطني أن يتعرف على الاحتياجات العاجلة لمجتمع بلده . ولكنها على الصعيد الدولي ، فضلا عن غموضها ، لا تتلاءم مع طبيعة اليونسكو العالمية ، واسهامها في اقامة نظام دولي جديد في مجال العلوم والثقافة والاعلام . ومن أجل ما تقدم ، فاننا نرى أن يتم اعداد الخطة المقبلة ، واسهام اليونسكو في اقامة نظام دولي جديد ، على أساس احترام حقوق الانسان . وانطلاقا من ارادة سياسية تؤمن بالتضامن الدولي ، والمساواة الحقيقية بين الشعوب .

٥٠ - ثالثا - اسهام اليونسكو في اقرار السلام وسهامها في تعزيز حقوق الانسان وازالة العنصرية : ان هذه المهمة هي احد المهام الرئيسية التي حددها الميثاق التأسيسي للمنظمة . وفي هذا المجال ، فاننا نحرص على تأكيد المبادئ التالية : (١) نحن نستبكر كل الانتهاكات الفردية أو الجماعية لحقوق الانسان ، ونعتبرها العقبة الأساسية التي تحول دون اقامة علاقات دولية ونظام دولي على أساس العدل والمساواة وفي هذا المجال ، نؤكد ايماننا وتأييدنا للحقوق المشروعة للشعب الفلسطيني . ونطالب بحماية هذه الحقوق في اطار مبادئ ميثاق الامم المتحدة ، والميثاق التأسيسي لليونسكو ، وقواعد القانون الدولي . واننا ندعو المؤتمر العام العشرين الى ضرورة اتخاذ كافة الاجراءات والقرارات الفعالة التي تكفل لسكان الأراضي العربية المحتلة ، والفلسطينيين بوجه خاص ، الحق في التعليم والحق في الثقافة وفقا لذاتيتهم الوطنية ولذاتيتهم الثقافية ؛ (٢) ونحن نؤيد بكل قوة مشروع الاعلان عن العنصرية والتحيز العنصري المعروف على المؤتمر العام . وندعو الى اقراره بالاجماع ؛ (٣) ونحن نبارك ككل نشاط تيزله اليونسكو في اطار اختصاصها للاسهام في ازالة الفصل العنصري الذي يعتبر اليوم جريمة دولية ضد الانسان والانسانية .

٥١ - رابعا - دور اليونسكو في مجال الاعلام في المرحلة المقبلة : سوف أتناول هذه المشكلة بايجاز . فالموضوعات المتعلقة بها مطروحة على مؤتمراتنا في عدة بنود من جدول الأعمال . ولكنني أود هنا ابداء الملاحظتين التاليتين : الملاحظة الأولى تتعلق بشكالات الاعلام ووسائل حلها بوجه عام . وقد عهد بهذه المهمة الى اللجنة الدولية للاعلام برئاسة السيد ماكرايد . ولا تزال هذه اللجنة في المراحل الأولى من أعمالها . ونحن ندعو لها بالتوفيق في مهامها الصعبة . ونؤكد هنا ضرورة اقامة توازن في نشر المعلومات وتبادلها . كما نؤكد أيضا ايماننا ، كل الايمان ، بحرية الاعلام ، وحرية العاملين في حقل الاعلام . ولكننا في الوقت نفسه نرى أن الحرية ليس معناها الحق في تشويه الوقائع ، أو الحق في تجاهل الحقائق . وانما الحرية تقتضي الأمانة والشرف ، والمسؤولية . وبغير ذلك يمكن باسم الحرية أن ترتكب أشنع الجرائم في مجال الاعلام . أما الملاحظة الثانية فتتصل بمشروع الاعلام بشأن المبادئ الأساسية لاسهام أجهزة اليونسكو في دعم السلام والتفاهم الدولي وفي مكافحة الدعاية للحرب ومناهضة العنصرية والتحيز العنصري . لن نتناول مشروع الاعلام من حيث مضمونه ، فهو مطروح للبحث أمام اللجنة الرابعة . ولكننا نعلن هنا ايماننا بأن الوقت قد حان لاجراء حوار هادئ وبناء ، للوصول الى اتفاق على هذا الاعلان . والوصول الى مثل هذا الاتفاق يقتضي توافر عنصرين : الأول هو وضع الاعلان في اطاره الطبيعي . فهو ليس سياسة عامة للاعلام الدولي . وانما هو محدد بأهداف واضحة يتفق عليها الجميع ، وهي دعم السلام ومكافحة الحرب ومناهضة العنصرية . والعنصر الثاني هو ضرورة توافر ارادة سياسية للوفاق العام . وبغير هذه الارادة السياسية للوفاق العام قد يصبح هذا الاعلان وسيلة جديدة لشن حملة شرسة على اليونسكو مرة أخرى .

٣ (٤١) - خامسا - الحفاظ على التراث الثقافي والتاريخي: في هذا المجال، نعرب عن قلقنا البالغ، كما أعلننا ذلك في مؤتمرات عامة سابقة، على مدينة القدس ملتقى الأنبياء. فان الشخصية التاريخية لهذه المدينة الغالية ومعالمها الأصيلة لا تزال مهددة بالخطر. وعلى اليونسكو أن تستمر باصرار في ممارسة صلاحيتها المنصوص عليها في ميثاقها التأسيسي، واتخاذ الخطوات الفعالة لتنفيذ قراراتها في هذا الشأن، للحفاظ على هذه البقعة الغالية من الأرض.

٤ (٤١) - ومن ناحية أخرى... وفي مجال الحفاظ على التراث، فاننا بوجه عام نبارك جهود اليونسكو في حملات انقاذ الآثار التاريخية. ونذكر هنا بكل تقدير وعرفان بالحميل ما بذلته المنظمة والدول الأعضاء في الحملة الدولية لانتقاذ آثار النوبة. ونتوجه بهذا لهذا المؤتمر العام العشرين باتخاذ قرار باستمرار اللجنة التنفيذية للحملة الدولية لانتقاذ آثار النوبة برياسة السيد باولو كارنيرو، للقيام بمهام جديدة وجلية، هي اقامة متحف أسوان لجمع الكوز التي كشفتها أعمال انقاذ آثار النوبة، وقامة متحف مصرى جديد تعرض فيه الآثار المصرية القديمة بأسلوب فنى حديث. ونحن، ففى هذا الشأن، نؤمن بأن تراث حضارتنا العريق هو ملك للعالم كله، وأنا حراس عليه لصالح الانسانية جمعاء.

٥ (٤١) - سادسا وأخيرا - مؤتمر الأمم المتحدة للعلم والتقنية في خدمة التنمية: وهو المؤتمر المزمع عقده في فيينا فى العام المقبل. ان هذا المؤتمر هو حدث هام فى تاريخ المجتمع الدولى، وهو تعبير عن تصميمه على اقامة النظام الدولى الجديد الذى يشكل العلم والثقافة أحد أركانه الأساسية. ولاشك فى أن اليونسكو باختصاصها المتعدد المعارف، وخبرتها الطويلة، هي أقدر المنظمات الدولية على الاسهام الجاد فى أعمال هذا المؤتمر، ففى مرحلة الاعداد، وأثناء المشاركة فيه، ثم فى متابعة نتائجه، وترجمة قراراته الى أعمال ايجابية.

٦ (٤١) - واننا فى صدد الحديث عن هذا المؤتمر، نحرص على تسجيل الملاحظات التالية: أولا، اننا نرفض فكرة انشاء أية منظمة دولية جديدة للعلوم والتقنية، كما لا نوافق أيضا على قيام برنامج جديد مستقل فى اطار الأمم المتحدة. وانما يجب تركيز الجهود على مزيد من الاستفادة بالمنظمات القائمة حاليا، وفى ظل ميثاقها اليونسكو، فهى المنظمة الدولية الأولى المؤهلة لأداء دور طليعى فى مجال العلم والتقنية؛ ثانيا، ينبغى على مؤتمر الأمم المتحدة أن يتجنب المواجهات السياسية، واصدار البيانات البليغة والعبارات الرنانة الخالية من المضمون العلمى والمضمون الثقافى. وبذلك يجب عليه أن يعكف على دراسة جادة تهدف الى جعل العلم والتقنية من أجل الجميع، وترتبط العلم بأبعاده الثقافية والاجتماعية بل وأكاد أقول والاعلامية أيضا؛ ثالثا، لا بد من توفير الفرصة وعلى أوسع نطاق لمشاركة العلماء والمجتمع العلمى الدولى مشاركة فعالة وإيجابية فى أعمال هذا المؤتمر.

٧ (٤١) - سيدى الرئيس، ان عالم النقد هو عالم سيقوده أطفال اليوم وشبابه. والمهمة الصعبة هي مهمة اعداد الجيل الذى سيجتاز يد امة الافئدة القادمة لهذه النوبة، بل والجيل من تباشير الخير، وبكل ما يمكن أيضا أن تتدرب من خطر. اننا لا نريد أن يكون عام ألفين الذى يتحدث عنه الجميع، هو عام تعميق التخلف للكثرة الغالبة من البشرية، واحتكار التقدم والعم من جانب القلة. وانما واجنا عند التأمل فى المستقبل هو اعداد الانسان القادر على التحكم بمصيره فى كل بقعة من الأرض، والقادر أيضا على أن يجعل العلم فى خدمته، وليس من أجل تسخيره. ان العلم طبيعته مجردة. يمكن أن يخصص للخير وينشره. ويمكن أن يوجه الى الشر ليضعف بالانسان ويدمره. فعلينا أن نعد أجيال المستقبل اعدادا تربويا وثقافيا وعلميا، يصل الماضى بالحاضر، ويربط الحاضر بالمستقبل، يكون فيه التقدم الهائل الذى حققته البشرية، بين يدي الانسان، نورا يهديه وليس نارا تحرقه. وكما قال الكاتب الفرنسى الكبير Bossuet "Malheur à la science qui ne tourne pas à aimer"

5. The PRESIDENT:

I thank the head of the Egyptian delegation. I am now pleased to give the floor to Her Excellency, Mrs. M.H.M.F. Gardeniers-Berendsen, Minister of Cultural Affairs, Recreation and Social Welfare and head of the delegation of the Netherlands.

6.1 Mrs. GARDENIERS-BERENDSEN (Netherlands):

Mr. President, on behalf of the delegation of the Kingdom of the Netherlands, comprising the Netherlands, in the European region, and the Netherlands Antilles, I wish to convey to you, Mr. President, our warm congratulations upon your election to the presidency of the twentieth session of the General Conference of Unesco. We add our sincere wish that your wisdom and that of the Bureau, the goodwill of all the delegations and the untiring support of the Secretariat may lead this Conference, conducted in the "spirit of Nairobi", to a successful outcome.

6.2 In this same spirit, I should like, first of all, to touch upon two general issues which in our view may have an important impact on the future functioning of our Organization. Firstly: the relations between the Organization and its Member States, including relations amongst the Member States within Unesco; and secondly: certain trends in the Organization's normative action. I shall speak briefly on these two themes.



6.3 With respect to the relations between Unesco and its Member States, we should first of all like to emphasize the Organization's universal character. Our Government wishes to stress its concurrence with the views expressed by the Director-General in the Introduction to 20 C/5: Unesco is there for all its Member States, both developing and developed; they are donors and recipients in turn and the Organization is being continuously enriched through the diversity of national settings.

6.4 Obviously the highest priority should be given to activities which benefit the developing countries, but the programme should include sufficient elements of interest for developed countries relating to co-operation on a world-wide as well as on a regional level, reflecting the growing interdependence of nations and regions.

6.5 Another aspect of relations between Unesco and its Member States is, in our view, of vital importance: it is manifest from both the letter and the spirit of the Constitution of Unesco that the Organization should be rooted in the professional circles concerned with education, science, culture and communication in the Member States, both on the governmental and non-governmental level. The very existence of National Commissions and the consultative status of a number of international non-governmental organizations find their origin in the Constitution. In the governmental field Unesco should therefore relate as much as possible to the relevant technical ministries in the Member States. In other words the professional circles should provide the intellectual input for Unesco's programme that will stimulate in its turn those very circles.

6.6 One wonders whether a certain degree of alienation is not developing between Unesco and the professional world. Part of the problem seems to be due to the fact that at times technical subjects have been drawn improperly into the field of foreign policy with the result that many experts feel at a loss.

6.7 More important still is the question whether Unesco is not living too much in a vacuum and ought not to keep more closely in touch with reality in the spheres of education, science, culture and communication. I wonder, for example, whether important Unesco documents are sufficiently understood in the Member States in regard to their language, presentation and structuring, thus addint to a growing gap between Unesco and its hinterland. (This holds true also for our youth organizations which have great difficulty in relating to Unesco's activities. They want youth policy to be integrated within the different fields of activities to reach closer contact between Unesco and youth.)

6.8 Consultation of Member States on the future programme is, taken by itself, excellent, as it allows of the involvement of the professional circles to which I have just referred. It is also to be appreciated that through the use of questionnaires many more Member States are now participating in this consultation than before. However, if the presentation of these questionnaires and the questions they contain are too obscure, and if the purpose the results are to serve is not clear, then a consultation of this kind may prove to be counterproductive.

6.9 A similar problem arises with the new presentation of the C/5 document and this problem could become more serious in the future if the sectoral structure of the programme were to be given up completely. The presentation of the programme would then correspond even less to the reality in Member States where education, science, culture and communication are organized mainly on a sectoral basis, both at the governmental and at the non-governmental level. In our country, at least, the process of studying and deciding on programme matters would become more difficult. Our delegation attaches so much importance to this question, that it took the initiative to place it on the agenda of the General Conference. But above all I would urge the Director-General and Unesco's executive organs to call a halt to the ongoing process of alienation between the Organization and the professional world and to make it clear to all that Unesco is the "home" of those concerned with education, science, culture and communication all over the world.

6.10 I should now like to make a few observations concerning Unesco's normative action in recent years. For an Organization like Unesco normative action is one of the most important means of achieving international co-operation. Nevertheless, there are certain trends in Unesco's normative action of recent years which our delegation observes with some concern. As stated in resolution 6.112 of the General Conference, at its nineteenth session, it is becoming increasingly difficult for the



authorities in the Member States to study and give effect to the increasing number of international instruments. Moreover, as time goes by it seems to be growing more and more difficult, given the ideological differences between the various groups of Member States, to create uniform international instruments which are acceptable and applicable to all concerned. In order to avoid diminishing the authority of international standards as a result of non-observance in large parts of the world, Unesco should refrain from normative action in those cases where it is clear in advance that general consent cannot be achieved. In particular, normative action which, if complied with, would involve for some Member States the sacrifice of certain fundamental freedoms or constitutional rights should be eschewed.

6.11 We recognize that political conceptions exist which differ fundamentally from those in our own society. However, if these conceptions are laid down as maxims in drafts of a normative nature, acceptance of these instruments would mean abandoning our basic values. Our delegation is not prepared to pay this price. As the Netherlands Minister for Development Co-operation has just stated in the Second Commission of the United Nations General Assembly: "When we are dealing with fundamental and basic rights and the essence of human dignity itself, there can be no room for compromise and relativity".

6.12 We should like to mention in this context the normative actions on artists, sportsmen and sportswomen and the mass media which are currently under consideration or in preparation. In the Kingdom of the Netherlands these persons and institutions are exercising their functions without being subjected to government control and they jealously guard their independence from the State, which in some instances is guaranteed to them by the Constitution.

6.13 As regards the draft declaration on the mass media our delegation would have welcomed a draft if it were an instrument designed to guarantee one of the most fundamental human rights, that of freedom of expression. We are fully aware of the validity of some elements of the principles set forth in the present text, especially those aimed at protecting the independent position of the journalist. However, we do not believe that the text contained in document 20 C/20 does, in fact, guarantee this freedom of expression. Moreover, Mr. President, just to guarantee would not be sufficient. Nobody can actively exercise this right if he does not have the means to do so. Therefore any agreement on a draft declaration would also depend on whether it constitutes a concrete step towards eliminating the differences in infrastructure that exist between the developing and developed countries in the field of the mass media. Furthermore, we do not believe that the declaration would in fact prove to be of any substantial aid to the infrastructure of the mass media in developing countries. We, for our part, would be glad to contribute to a discussion on a declaration which would really embody these aims.

6.14 But irrespective of the outcome of this discussion we are prepared to provide active aid, both bilaterally and multilaterally, to strengthen the infrastructure in the information and communication fields in developing countries. I would gladly associate myself with British and like-minded colleagues on this very important aspect.

6.15 Having said this, Mr. President, I should now like to comment on some specific programme matters which in our view are of great importance. Our first comment concerns the natural sciences and their application to development: the highest budget growth rate has been allocated to Chapter 2, "Natural Sciences and their Application to Development". We fully support this proposal as it is consistent with the rapidly growing importance that is now generally attached to the effective transfer of scientific and technological knowledge. The forthcoming United Nations Conference on Science and Technology for Development (UNCSTD) reflects the growing concern about the adequacy of the instruments presently available in the United Nations system.

6.16 Although we cannot predict the outcome of UNCSTD, it seems likely that it will have important consequences for Unesco as a whole. This may mean that Unesco's task with respect to science and technology will have to expand beyond the limits of the modest budget increase proposed for the coming biennium. In this event, it will be necessary to reappraise the priorities within Unesco's programme as a whole, so as to do justice to the scientific component in proportion to its new importance. If the need for such an important discussion arises in the future, we hope that the Director-General will provide us with the elements required for it in good time. While we appreciate Unesco's



contribution to the preparation of UNCSTD, we wonder whether the considerable costs of its involvement should be funded solely from the budget for Chapter 2. This has to a large extent absorbed the budget increase of the Science Sector for something which goes well beyond Chapter II and involves the future identity of Unesco as a whole.

6.17 In the process of working for a more equal distribution of scientific and technological knowledge, we should recognize of course that the unbridled exploitation of such knowledge can have an unforeseen and undesirable impact on society. Science and technology are instruments that should be used with great care and wisdom. We therefore welcome the attempts made in the programme before us to interlink the natural and the social sciences, so that the development of science and technology may be guided in accordance with societal goals. Our second concern is the attention given in Unesco's programme to the status of women. We believe that, in order to contribute substantially to the improvement of the position of women in society, explicit attention has to be given to this matter in every part of the programme.

6.18 The objective "Improvement of the status of women" - we like to speak of women's emancipation - is designed to create a situation, in fact a fundamentally reformed society, in which women and men enjoy equal opportunities freely to choose their role in society in accordance with their own talents and capacities and with equal rights and responsibilities. Moreover, if women are to participate fully in all aspects of social life, patterns of culture in many parts of the world will have to change. Seen in this light, the two objectives: namely "Improvement of the status of women" and "Promotion of participation by women in economic, social and cultural development" appear to have been very superficially treated in the "Culture and communication" chapter of document 20 C/5. I would add that the Government of the Netherlands has always stressed in United Nations forums the important role that non-governmental organizations can play in the work of the United Nations in the field of women's emancipation. We hope that Unesco will also co-operate more and more with women's organizations, which Mrs. Sipila, the United Nations Assistant Secretary-General for Social and Humanitarian Affairs, has rightly called "the true constituency" for all programmes for the improvement of the status of women. Our delegation has tabled a draft resolution in this connection.

6.19 Mr. President, during the discussions in the United Nations Economic and Social Council on the draft convention on the elimination of discrimination against women, a number of developing countries successfully proposed a new preambular paragraph, to read as follows: "Concerned that in situations of poverty women have the least access to food, health, education, training and opportunities for employment and other needs"; I should like to draw your attention to this paragraph, and to pose the question whether Unesco might not investigate the traditions and cultural patterns which are conducive to the fact that women are apparently the last to obtain their share of prosperity in the rich countries, and have to carry the heaviest burdens of poverty in the developing countries. My final wish in this connection is that in the preparation and execution of every important Unesco activity, the consequences for the status of women should be taken into account with due regard for implementation of Objectives 1.3 and 6.3.

6.20 Mr. President, our third observation relates to Objective 6.2: "Integrated rural development". We agree with the proposals in documents 20 C/4 and 20 C/5 concerning this objective and we should like to commend the Director-General for the initiatives taken in this respect. We should, however, like to draw your attention to the urgent need to promote basic education in these areas. Although basic education is essential everywhere, not only in rural areas, we stress this point because the Director-General hardly touched upon the matter in his introduction. Our delegation wishes to emphasize that basic education should receive its full share of attention within the scope of integrated rural development. We all know that rural areas are still the home of 80 per cent of mankind and are the source of all our food, apart from what comes from the sea. Without belittling the importance of the cities, and the often desperate needs of their populations, it is fair to say that productive and liveable rural areas are vital to all mankind. In speaking about a "liveable environment" in rural areas, what we mean is good living and working conditions, avoiding the mistakes that elsewhere have ruined the land and the natural environment.



6.21 Before concluding, Mr. President, I should like to say a few words on the cost of the programme proposed in the Draft Programme and Budget for 1979-1980. It is the view of our Government that an appraisal of the budget should be based primarily on the contents of the programme. Although our delegation has expressed some concern about certain matters in this connection, it can in general agree with the Director-General's proposals. It feels, moreover, that the expenditure envisaged in these proposals is not unjustified, though certain adjustments and increased efficiency might allow for some reductions. Although our delegation cannot, for reasons of principle, accept a fixed ceiling for Unesco's budget, the Director-General should obviously be aware of the budgetary constraints which are felt in many of Unesco's Member States.

6.22 Mr. President, I have now come to my final remarks. One of the most pressing problems for present and future generations is the unacceptable economic, social and political situation of millions of people. The improvement of their basic standards of living and promotion of their development as mature citizens are major political goals for the coming decades. The main thrust of Unesco's activities for development should be directed towards the attainment of individual and collective self-reliance in the fulfilment of fundamental human needs. There is a steadily increasing recognition that we live in a world in which all countries, developed and developing alike, are interdependent. This implies that structural changes are necessary in order to achieve the proper management of our world community in all its different aspects.

6.23 Mr. President, these are the elements of a new international economic order. In the attainment of these objectives, Unesco has in its own field a highly important role to play. In the view of the delegation of the Netherlands, the Declaration and Programme of Action for a new international economic order, which it supports, is deficient in one essential aspect: it lacks substantial concern for the social, cultural and educational aspects and implications of the new order. Unesco's contribution should, we believe, be concentrated in a few vital areas. In the first place, it should address itself to the role of science and technology in the coming decades. Secondly, it should pay special attention to the role and place of women, small farmers, the urban masses and illiterate members of the population. Last but not least, the Organization should be deeply concerned about the millions of new citizens who will come into the world before the present Medium-Term Plan and its successor are accomplished, and whose rights to a fair share in education, social and cultural opportunities and peaceful living conditions must be guaranteed.

6.24 Mr. President, the next General Conference will be held in 1980, the year in which the Third Development Decade will be launched by a Special Session of the General Assembly of the United Nations. Discussions on the preparation of a new global development strategy for this decade and the years beyond have already begun. Unesco's contribution in its own fields towards the successful implementation of the new strategy will be vital. It is our earnest hope that in the long run the plans and projects connected with this joint effort may lead us towards genuine equality, more development and a lasting peace for all. Thank you, Mr. President.

7. The PRESIDENT:

I thank the head of the delegation of the Netherlands. I am now pleased to call upon His Excellency M. Mohamed Al Khadem Al Wajih, head of the delegation of the Arab Republic of the Yemen.

٨١ - السيد الوجيه (اليمن)

السيد رئيس المؤتمر، السيد المدير العام، السادة الاعضاء، في بداية حديثي هذا يسرني، السيد الرئيس، أن اضم صوتي الي من سبقتني من المتحدثين لا هنتكم على اختياركم رئيسا لهذا المؤتمر كما يسرني أن اتقدم بشكري وتقديري للسيد المدير العام لمنظمة اليونسكو ومعاونيه من اعضاء السكرتارية العامة للجهد الكبير الذي بذلوه في اعداد الجيد لهذا المؤتمر؛ كما يسعدني ويشرفني أن يشارك وفد الجمهورية العربية اليمنية في اعمال المؤتمر الذي يعتبر من الاحداث الهامة في حياة البشرية وتطلعاتها لحل قضاياها المعاصرة. وانا اعتبر أن ذلك فرصة عظيمة امام الدول الأعضاء لتبادل وجهات النظر، وتبادل الخبرات بشكل يمكن كل بلد من تحسين أوضاعه وتنظيمه في ميادين التربية والعلوم والثقافة.

٨٢ - سيدى الرئيس، ان جدول الأعمال يتضمن الكثير من القضايا الكبرى المعاصرة بالغة الخطورة والتي هي موضع اهتمام المجتمع الدولي. فالحقوق الانسانية لا تزال بعيدة عن الاحترام الحقيقي؛ والفوارق الاقتصادية

والاجتماعية لا تزال شاسعة في معظم اجزاء العالم ؛ وبالرغم من أن العلم والتكنولوجيا هما نتاج الفكر الانساني الخبير والهادف الى تنمية المجتمعات البشرية بما يحقق خيرا للانسان ورفاهية جميع الشعوب، نجد أن الدول التي تملكها تسخرهما لتهدد أمن البشرية وسلامتها؛ والسياسات التربوية بما تقدمه من نتاج لا تزال بعيدة عن تحقيق المثل العليا التي ينشدها مجتمعنا الدولي ، ما يتطلب مضاعفة الجهود واحداث الترابطين جوانب المعرفة المختلفة . فالتربية مثلا عنصر لا يمكن فصله عن العلم والتكنولوجيا باعتبارها عاملا اساسيا من عوامل التنمية، الاقتصادية والاجتماعية ، بما يستهدفه ذلك من اعداد القوى البشرية لبلوغ تلك الغاية ، ومع ما لهذا الهدف من اهمية بالغة ، فانه لا يفوتني أن أؤكد دورهما في اعداد المواطن الصالح القادر على الاسهام في تطوير مجتمعه وتنمية ثقافته .

٨٣- السيد الرئيس، السادة الاعضاء ، ان الاهداف والاهتمامات الدولية المعاصرة المتصلة بمجالات التربية والثقافة والعلوم التي تعكسها الخطة المتوسطة الاجل قد أعربت عن كل اهتماماتنا . ويسرني أن أشيد بالدور الكبير الذي تقدمه اليونسكو في هذا المجال على المستوى الدولي . ولا يفوتني أن اتقدم باسم حكومة وشعب الجمهورية العربية اليمنية بالشكر العميق والتقدير البالغ للجهود المكثفة التي تضطلع بها اليونسكو في مجالات تطوير التربية في بلادنا ، والاهتمام الخاص الذي يولييه السيد المدير العام في هذا الصدد . ومع ذلك اسمحوا لي أن اسجل بعض الملاحظات التي أرى ضرورة التعرض لذكرها في هذا المجال حول أنشطة مشروع البرنامج والميزانية (الوثيقة ٥/٢٠) والتي اوجزها في النقاط التالية :

٨٤- أولا - لقد اشارت الوثيقة رقم ٥/٢٠ مقدمة المدير العام فقرة ٧١ ، الى العناية المتزايدة التي توليها اليونسكو لمشكلات البلاد النامية واحتياجاتها ولاسيما البلدان الاقل تطورا طبقا للفقرة ٢٨ من القرار ١٠٠/١٩٠ والقرار ١٠/١٩٠ . والمذكرة التوجيهية الخاصة بمقدمة الفصل الخامس من الخطة المتوسطة الأجل . وهنا لا بد لي في هذا المجال أن أركز على نقطة بالغة الاهمية ، ذلك أن المشكلات التي تواجهها الدول الاعضاء تختلف باختلاف درجة نموها ، الامر الذي يسترعي الانتباه الى ضرورة التعاون بينها وبين اليونسكو على تشخيص تلك المشكلات بدرجة كافية من الدقة والتفصيل . واشير على وجه التحديد الى مشكلات البلدان الاقل نموا والتي فصلها ولاشك مسافة ليست بالدرجة نفسها التي تفصل بلدان العالم الثالث عن الدول المتقدمة . ومن هذا المنطلق فانه يكون من الاهمية بمكان ان تتبنى المنظمة استراتيجية لمعالجة تلك المشكلات اكثر فعالية واكثر وضوحا في مساعدتها للبلدان الاقل تطورا .

٨٥- ثانيا - تناولت الفقرة ٧٥ من الوثيقة المشار اليها قرار المؤتمر العام التاسع عشر رقم ١٩١/١ في اطار الهدف ٦٦ الذي ترمي انشطته المقترحة الى تعزيز مكافحة الامية . ويهمني جدا أن اشير في هذا الصدد الى أن هذا الموضوع مع ماله من اهمية بالغة قد أهمل ضرورة وضع استراتيجية فعالة وشاملة لضمان تحريز تعبئة الموارد الاضافية اللازمة وكذلك الموارد البشرية للدول الاعضاء ، كما اشارت اليها الوثيقة ، فإن ما هو مطلوب لتحقيق هذه التعبئة انما يتحقق في رأينا بسعي اليونسكو الى ايجاد حملة دولية تشكل تعزير تلك الموارد التي لا تتوافر للدول الفقيرة أو التي تستنزف مواردها القليلة . في مواجهة الأعباء المتزايدة في مختلف مجالات التنمية الاقتصادية والاجتماعية ، كما أنها لا تملك في الوقت نفسه من الموارد البشرية المدربة ما يغطي أو يستجيب لتلك الحاجات . ان ما أشارت اليه الوثيقة ٥/٢٠ من اعادة توزيع الاعتمادات على المراكز المخصصة لخدمة هذا المجال الهام لبلوغها مرحلة الاستقلال الذاتي ، يفسر في رأينا استمرار اليونسكو في الاعتماد على هذه المراكز لمواجهة مهمة بالغة الصعوبة ، والتي اثبتت الايام عدم قدرتها على تقديم دعم ايجابي وفعال في مجال تعزيز مكافحة الامية ، ذلك الذي انعكس اثاره السلبية على جميع مشاريع التنمية الاقتصادية والاجتماعية والثقافية . ونحن مع تأكيدنا ان ما ننعيه لا يقلل من شأن هذه المراكز ، وانما ندعو اليونسكو الى تبني أساليب أخرى أكثر ملاءمة لتنفيذ برامج ميدانية واسعة النطاق ، تكون تلك المراكز من مصادر توفير المشورة والارشاد لعلها ، مما يحقق اهداف الخطة المتوسطة الأجل والغايات الانسانية النبيلة التي تسعى هذه المنظمة لبلوغها . وقد يكون من المناسب في هذا المجال التساؤل عما اذا كان من المفيد التوسع في انشاء مكاتب شبه اقليمية ومكاتب وطنية تحت رعاية اليونسكو لزيادة الفعالية المشودة . وهنا أعود ثانية الى التذكير بالتفاوت القائم بين درجات النمو في البلاد المختلفة ، الأمر الذي يتطلب القيام بأنشطة في ضوء بحوث ودراسات عن حاجات كل منطقة وكل بلد .

٨٦- ثالثا - لقد تميز مشروع البرنامج والميزانية المقترح لعامي ١٩٧٩ - ١٩٨٠ في اسلوب اعداده وعرضه عن المشروعات السابقة فربط بين الاهداف والنتائج المتوقعة منه وحدد الأنشطة المقترحة لتحقيق تلك الاهداف بتصور مسبق للنتائج . واننا ان نسجل بكل تقدير والشكر للجهود التي بذلت والتفكير العلمي الرائد الذي انتهج هذا الاساس في اسلوب وعرض مشروع البرنامج والميزانية لنشيد بالفرض البناء وهو اساءة الاساس العلمي لتقييم مراحل تنفيذ البرامج . وهنا اسمحوا لي سيدى الرئيس والسادة الاعضاء ان اتساءل عما اذا كان من المناسب ايضا في تقييم البرامج والمشروعات الميدانية التي تضطلع بها اليونسكو ان تستطلع وتستقصى رأى الجمهور من المختصين والمستفيدين لتحقيق المزيد من التلاحم والتماسك والربط باحتياجات البيئة من خلال الآمال والغايات التي يتطلعون اليها تحقيقها .

٨٧- لقد اشارت المقدمة في المادة ٧٩ الى اهتمام منظمة اليونسكو بالمحافظة على وجود توازن حكيم بين البرنامج الرئيسيتين وهما : تشجيع تقدم العلم والتكنولوجيا بوجه عام ؛ العمل على ان يكون التقدم



نافعا لجميع الشعوب ؛ وذلك بالسعى لأن يتضاءل تدريجيا الاختلال الحالي في توزيع المعارف بين البلاد الصناعية والبلاد النامية ، كما اشارت الى المحاور الرئيسية والتي من ضمنها دعم البنى الأساسية اللازمة على المستوي الوطني والاقليمي . ونحن نشيد ونؤيد بحرارة هذا الاتجاه البناء ، الا اننا نجد الوثيقة تعتمد نقل التكنولوجيا وتطويرها في ظل ظروف تشجيع التنمية الذاتية المتوائمة في كل مجتمع مع تطلعاته ، والتي في ضوءها يمكن للبلد المعنى ، بالتعاون مع المنظمة ، النقل والتطوير مع حرص كل مجتمع على تطلعاته وقيمه ، وذلك بالاكتثار من الدورات التدريبية والتجديدية الدولية وتوزيعها الجغرافي . وبهذه هنا أن أسجل الملاحظتين التاليتين : الأولى : أن القضية الرئيسية وهي دعم البنى الأساسية تحتل في اهتمامنا كدولة تقع ضمن مجموعة البلدان الأقل تطورا ، المقام الأول ، بل انه من المناسب دعوة اليونسكو الى الذهاب الى ابعد من ذلك وهو المساعدة على ايجاد المؤسسات التي تضطلع بتلك المهام ودعما ، ذلك انها تشكل بالنسبة لنا نقطة الانطلاق في هذا المضمار . والملاحظة الثانية هي ان العلم والتكنولوجيا وهما محور التطور في هذا العصر قد ضاعا من هموم ومتاعب الدول التي تعاني من ندرة الموارد المادية والموارد البشرية المؤهلة ، مما يجعل الهوية بينها وبين الدول الصناعية المتقدمة تتسع اتساعا شاسعا ، وما يجعل السعى الى احداث التقارب التدريجي كما اشارت اليه الوثيقة ٢٠/٥ امر بعيد النال . ومع ان كل دولة مدعوة لان تتحمل مسؤولياتها الذاتية الا أن التعاون الدولي الصادق وزيادة اسهام الدول المتقدمة وتكثيف جهود كافة المنظمات الدولية امر لا ماض منه ، اذا ما أريد لعالم اليوم أن يكون اكثر تقاربا من أي وقت مضى من تحقيق خير وسعادة كل البشر .

٨٧٨ - خامسا - لقد اشار مشروع البرنامج والميزانية مادة ١٧١ وثيقة ٢٠/٥ الى ضرورة اعادة النظر في الصور التي اتخذها التعاون حتى الآن حيث يقول النص : " واذ كان مجرد تقديم المنح الدراسية والمعدات ووضع بعض الخبراء في خدمة البلاد النامية لغترات طويلة لم يعد كافيا على ما يبدو ولتلبية الاحتياجات الحالية للبلاد بصورة مرضية تماما فمرد ذلك الى حقيقتين ملخصهما : " زيادة عدد الموظفين الوطنيين المؤهلين ؛ وتنمية الاعلام بحيث ساعد على نشر المعارف العلمية " ، قد يصدق هذا التعليل على عدد قليل من البلدان النامية كما هو صادق تماما بالنسبة للبلدان المتقدمة ، ولكنه قد يختلف هذا التعليل بالنسبة لبلاد اخرى والتي تقع في المجموعة الثالثة التي تشكلها مجموعة البلاد الأقل نموا اذ ان مرد ذلك الى الآتي : أ - بالنسبة للبرامج التدريبية والمنح الدراسية فان المنظمة تحدد معيارا واحدا في قبول المتقدمين للاستفادة منها ما يجعل بطبيعته الحال تلك الدول غير قادرة على الدخول في المنافسة ، وبالتالي حرمانها من هذه المنح وتلك البرامج ؛ ب - بالنسبة للمعدات والتجهيزات ، فان مرد ذلك الى قلة المختصين القادرين على تشغيلها واستثمارها على الوجه الاثل وانعدام وسائل الصيانة وفي حالات كثيرة تعذر استبدال الاجزاء التي تتعرض للتلف لاسباب مختلفة ؛ ج - بالنسبة للخبراء ، ففي حالات كثيرة يتعذر ايجاد النظير الذي يعادل من الاستاذ من الخبر التابع اليه في الدول النامية التي تنقل الي خبرات وطنية تنمو وتتجدد وتساير التطور العلمي والتكنولوجي . كما لا يفوتني أن أؤيد بحرارة ما أشار اليه المجلس التنفيذي من ضرورة الدقة في اختيار الخبراء ؛ د - ان وسائل الاعلام بإمكاناتها المحدودة لا تزال قاصرة عن مواكبة التطور العلمي في الفروع المختلفة . ونحن ان نسجل هذه الملاحظات فاننا نستهدف ان نعيد الى الذاكرة الحاجة الشديدة الى اعادة النظر في التقييم بحسب الظروف الموضوعية لكل بلد .

٨٧٩ - سادسا - لقد اشارت الوثيقة ٢٠/٥ الى الاهتمامات المتزايدة التي توليها المنظمة لمجالات البحوث والدراسات ونشرها بعدة لغات مما يساعد الدول الاعضاء والمختصين بها في المجالات العلمية المختلفة على مواكبة التطورات العلمية على المستوى العلمي . ونحن ان نؤيد هذا التوجه البناء الا انه من الملاحظ ان اللغة العربية لم تدرج في برنامج المشروع والميزانية كلفة نشر لتلك البحوث والدراسات مما يجعل امكانية الاستفادة منها في عالمنا العربي محدودة الى درجة كبيرة ولا سيما بالنسبة للباحثين والدارسين الناشئين . لذلك نطالب بالحاح اعتماد مشروع القرار الوارد في الوثيقة ٢٠/٥ / ادرية / م ق ٢ البند ٤ من جدول الاعمال المؤقت .

٨٨٠ - سيدى الرئيس ، السادة الأعضاء ، ان أية دولة عضو تتحدد استفادتها وقدرتها على الاسهام في أنشطة المنظمة بمقدار مستوى تمثيلها في وظائف تلك المنظمة وهيئاتها ومكاتبها والمراكز التابعة لها ، وبمقدار ما تملكه من أجهزة وبنى مؤسسية مساعدة لتلخيص وتمحيص ودراسة أوجه النشاط المختلفة للمنظمة . وهذا ما لا تملكه الدول الأقل نموا . وبالتالي تأتي النتائج بالنسبة لها محدودة جدا وغير ملموسة في أحوال كثيرة . وان تركيز الاهتمامات في مشروع البرنامج والميزانية يجب أن ينصب في مساعدة هذه المجموعة من الدول على انشاء وحدات متخصصة لمعالجة هذه الموضوعات ، لانه في الواقع لا ينقصها الاهتمام والمعانة من هذه المشكلات ، بل انها بالعكس تماما تعطيها في سياستها اهتماما خاصا ، ولكن الذي ينقصها هو وجود تلك الوحدات ، الأمر الذى يتطلب تقديم المساعدة المادية والفنية لتوفير خدمات مباشرة تتسم بطابع الاستمرار والنمو والتطور عن طريق المساعدة على انشاء مثل هذه المؤسسات المتخصصة ، وتدريب الكوادر الوطنية التي تعمل بها ، وفقا لبرنامج مخطط واضح تضطلع به اليونسكو بالتعاون مع الدولة العضو ، والهيئات الدولية الأخرى . ان هذه هي شكلتنا ونحن عندما نستعرض النشاطات الدولية المختلفة نقف هذه الحقيقة دائما امامنا بوضوح .

٨٨١ - سيدى الرئيس ، ان ادراكنا لأهمية القضايا المطروحة على المؤتمر في دراستها واتخاذ القرارات بشأنها ، لتستحق في مجموعها مناقشة مستفيضة ، ولكننا تجاوزا مع اتجاه المؤتمر الى ايجاز الحديث مراعاة للوقت

المتاح والمحدود جدا سنقتصر على طرح رأينا بالنسبة لأهم تلك القضايا كإقامة نظام اقتصادي دولي جديد . فهذا النظام يجب أن يعالج المشكلات الراهنة الأكثر دقة لكي تتاح لجميع شعوب العالم الفرص المتكافئة في استثمار مواردها بما يساعد شعوبها على التطور والنمو على أسس من العدل والمساواة، وبشكل يساهم في تحقيق التفاهم بين كافة الشعوب، وإن البعد الدولي للتربية والثقافة والعلوم والاعلام، يمكن أن يساعد على وضع نظام اقتصادي جديد أكثر عدالة ولا سيما فيما يتعلق بالتفاهم والتعاون والسلام الدولي، واحترام حقوق الانسان، وازالة الاستعمار بجميع اشكاله، والقضاء على العنصرية والتحيز العنصري، ونزع السلاح والحد من سياق التسليح، واحتفاظ كل بلد بالذاتية الثقافية، وبقية الاجتماعية ومثله العليا .

٨١٢ - سيدى الرئيس، إن الاستمرار في سياق التسليح يهدد بشكل خطير سلامة البشرية ويسهم في أحداث التوتر والصراعات العسكرية في كثير من بلاد العالم النامية، الذى هو في أسس الحاجة لأن يستثمر كل امكانياته المادية والبشرية لأغراض التنمية إن ما يصرف من أموال ضخمة في مجال سياق التسليح ليكفى أن يحمو الصورة المؤلمة، التى تعكس ظلالا على عالم اليوم، حيث يتعرض ملايين البشر وخاصة الأطفال منهم لفتك الأمراض وسوء التغذية وآفة الأمية. إنه لمن المؤسف جدا أن يستخدم ما وصل اليه العصر، من تقدم واسع النطاق، في مجال العلم والتكنولوجيا، في أغراض لا تخدم سعادة البشرية وانها ورثتها وهي أغراض سياق التسليح. إن العالم مطالب بأن يستخر هذه الجهود ويكتشفها من أجل تحقيق مجتمع دولي، ينعم فيه البشر بالخير والرفاهية والازدهار في ظل المساواة والديمقراطية بين كافة الشعوب .

٨١٣ - سيدى الرئيس، إن التعنصرية والتحيز العنصري جريمة شنعاء لا تزال ترتكب في حق الانسان، ولا يفوتني هنا وأنا بصدد الحديث عن هذه الجريمة أن أؤكد انه لم يعد يعد أمام العالم مجال للحديث عن اتخاذ قرارات وتوصيات في وقت تستمر فيه الممارسات البشعة للاستهانة بالانسان وانكار حقوقه في أن يحي حياة كريمة على أرضه وانما نحن مطالبون اليوم وفي كل رقعة من كوكبنا الأرضي الى اتخاذ اجراءات صارمة لردع كل أنواع التمييز العنصري، وقمع كل فئة أو حكومة ترتكب في حق الانسان هذه الجرائم البشعة .

٨١٤ - إن ما يجرى سيدى الرئيس في الأراضي العربية المحتلة من اعتداء صارخ على حقوق الشعب العربي في هذه المنطقة واعتداء على ممتلكاته الثقافية وسأهجه التعليمية وحقه في المحافظة على أصلته الثقافية ليجعلني باسم حكومة الجمهورية العربية اليمنية اناشد المجتمع الدولي ان يقف بشدة وحزم في وجه تلك الاعتداءات الفاشية، وأن اطالب المجتمع الدولي والضمير العالمي أن يتخذ كل ما من شأنه أن يكفل للشعب الفلسطيني حريته وسيادته على أرضه وازالة الاحتلال العسكري الفاشي الذي يزرع تحت نيره. إن ما أصدرته الأمم المتحدة من قرارات لم تعرها سلطات الاحتلال الإسرائيلي أي اهتمام، لدليل قائم على استهانتها لا بتلك القرارات وانما بالمجتمع الدولي والضمير العالمي، وانتهاك صارخ للمواثيق الدولية التي يتعين على كل دولة عضو احترامها وتنفيذها. وأقل من هذا يكفي لكي يتبنى المؤتمر العام في هذه الدورة قرارا بادانة اسرائيل حتى تحترم الغايات الانسانية النبيلة التي انشئت من أجلها هذه المنظمة. كما اننا نطالب في هذا المؤتمر بوجود اليونسكو في الأراضي العربية المحتلة واشرافها الكامل على التعليم والثقافة في تلك الأراضي. إن اقدام سلطات الاحتلال الاسرائيلي على اجراء الحفريات وهدم الأحياء التاريخية لمدينة القدس الشريف بفرض تشويه المعالم ومحو التراث الانساني المقدس الذى هو ملك البشرية جمعاء واعتداءها على المسجد الأقصى ليس عدوانا على اشعب العربي ولا على العالم الاسلامي والمسيحي وانما هو اعتداء على البشرية بكاملها في أعز ما تملكه من تراث. واذا كانت المحافل الدولية قد أصدرت عشرات القرارات بوقف هذه الأعمال العدوانية وادانة اسرائيل لتجاهلها لتلك القرارات، ووجهت اليها أكثر من نداء لضرورة التوقف عن تلك الممارسة، فاننا نضع أمامكم مسؤوليتكم التاريخية لاتخاذ التدابير الكفيلة والملزمة بأن تحترم كل دولة ما يمليه الضمير العالمي من ضرورة احترام مواثيقه وعهوده .

٨١٥ - السيد الرئيس - السادة الأعضاء، اننا ندين بشدة كل الممارسات المستهتره التي تتعرض لها شعوب مغلوبة على أمرها في ناسيبا وزبابوى، ونطالب بقوة بضرورة اتخاذ الاجراءات الدولية الفعالة لوقف تلك الممارسات العنصرية اللاانسانية. كما نطالب كل الشعوب المحبة للسلام والتي تقدر حقوق الانسان أن تعمل على رفع هذا الظلم والاضطهاد ومنح تلك الشعوب حقها المشروع في تقرير المصير. والسلام عليكم. وشكرا .

(M. LeBlanc prend la présidence)

9. Le PRESIDENT :

Je remercie le chef de la délégation de la République arabe du Yémen et je donne la parole à Mme Teresa Santa Clara Gomes, secrétaire d'Etat à la culture et chef de la délégation du Portugal.

10.1 Mme SANTA CLARA GOMES (Portugal) :

Monsieur le Président, en prenant la parole devant cette vingtième session de la Conférence générale, je me sens emportée par le courant d'affirmation et d'appréciation de l'identité culturelle de chaque peuple qui irrigue si richement toute la vie de l'Unesco. C'est pourquoi il m'est si difficile,



Monsieur le Président, de vous adresser des félicitations qui concernent uniquement les hautes fonctions que vous avez été appelé à exercer parmi nous. En vous félicitant, c'est en effet un peuple - le peuple canadien - que je salue. Permettez-moi de le faire en utilisant les mots d'un poète de votre pays, Jean-Guy Pilon, qui a été pour beaucoup dans ma "découverte" du mystère caché de l'âme canadienne. Il parle ainsi :

"L'exigence du pays !

Qui suis-je pour affronter pareilles étendues, pour comprendre cent mille lacs, soixante-quinze fleuves, dix chaînes de montagnes, trois océans, le pôle nord et le soleil qui ne se cache jamais sur mon pays ?

Où planter ma maison dans cette infinitude et ces grands vents ? De quel côté placer le potager ? Comment dire, en dépit des saisons, les mots quotidiens, les mots de la vie : femme, pain, vin ?"

Ce poème, lu en ce moment et en ce lieu, prend pour moi une résonance particulière. Par une transposition tout à fait spontanée, il me confronte à ce qui dépasse "l'exigence d'un pays" pour devenir ce que je n'hésite pas à appeler "l'exigence du monde".

10.2 C'est en pensant à la mosaïque des Etats qui forment l'Unesco (et de façon spéciale à ceux qui sont venus enrichir son immense diversité depuis la dernière session de la Conférence générale) ; c'est en considérant la qualité des documents que tous les organes compétents de l'Organisation nous ont soumis pour étude et décision et en tenant compte de l'acuité des questions dont ils traitent que je fais miens les mots du poète : "Qui suis-je pour affronter pareilles étendues ?... Où planter ma maison ?... De quel côté placer le potager ? Comment dire, en dépit des saisons, les mots quotidiens, les mots de la vie ?"

10.3 Une double exigence est ainsi devant nous : ne pas nous perdre dans les vastes "étendues" des événements et des problèmes que nous nous efforçons d'identifier et d'interpréter ici, de manière à pouvoir "placer notre potager" là où il pourra croître et porter fruit ; rendre de plus en plus capables, "en dépit des saisons" des modes qui s'imposent à notre vocabulaire, de continuer à dire "les mots quotidiens", "les mots de la vie".

10.4 Ma réflexion portera sur cette double exigence. J'y suis encouragée non seulement par les orientations très nettes du Conseil exécutif, auquel je rends hommage pour tout le labeur qu'il déploie, mais aussi par le témoignage que nous apporte la personnalité du Directeur général avec son sens de la réalité et son goût des mots quotidiens, les seuls qui façonnent l'homme réel et concret, sujet de l'histoire.

10.5 Monsieur le Président, la grande épreuve du réel à laquelle l'Unesco est confrontée l'amènera à mesurer sa capacité de donner au concept, déjà si bafoué, de nouvel ordre international un contenu humain, dynamique et créateur, solidement ancré dans la vie quotidienne des peuples. Les dangers du vide technocratique rôdent déjà autour du nouvel ordre. Cantonné dans des bureaux de planification ou transformé en slogan pour réunions politiques, le nouvel ordre peut devenir un voeu pieux sans aucune emprise sur le réel, ou, pire encore, un camouflage d'intentions dominatrices et paternalistes.

10.6 Le nouvel ordre international que les Etats membres de l'Unesco se sont engagés à instaurer est celui qui établira, au plan social, culturel et humain, un nouveau type de rapports.

10.7 Dans cet agencement nouveau, les masses de l'hémisphère Sud feront entendre leur voix et, par là même, rendront aussi les masses de l'hémisphère Nord capables d'exprimer une voix authentiquement humaine, dépourvues qu'elles sont aujourd'hui de la moitié d'elles-mêmes. Mais pour que cette voix se fasse entendre, il faut que, d'un côté et de l'autre du monde, elle soit le cri du réel, l'expression des exigences les plus immédiates de la vie. Il faut que cette voix parle de pain, de toit, de santé, de bonheur. Il faut qu'au-delà des grands rapports chiffrés, des seuils quantitatifs que nous nous proposons d'atteindre, des appareils plus ou moins opérationnels et gigantesques que nous mettons en place, nous soyons capables de discerner les besoins et les aspirations réels des personnes, des groupes et des sociétés. En d'autres termes, le nouvel ordre international n'est pas indépendant d'un développement dont l'homme est le centre - à la fois son sujet et sa fin ultime, comme le Plan à moyen terme l'a si clairement exposé.



10.8 En effet, en raison de l'enchevêtrement des deux "moitiés" du monde, le développement dont nous parlons ici concerne en même temps toutes les sociétés. Les grands groupes sociaux pour lesquels le projet d'ajustement au Plan à moyen terme fixe des objectifs autonomes en sont l'expression vivante : il y a des populations rurales sur tous les continents ; les femmes constituent la moitié de toute société (même si elles sont absentes des organes directeurs de cette Conférence) ; les jeunes en sont l'élément avancé, la porte ouverte sur l'avenir.

10.9 Une conception qui envisagerait le nouvel ordre sous la seule lumière d'un meilleur agencement des rapports entre l'hémisphère Nord et l'hémisphère Sud serait éminemment réductrice. Nous considérons le nouvel ordre international comme un impératif qui s'impose aussi à chaque société, face au conflit qui s'y établit entre son "Nord" et son "Sud", entre d'une part ses forces spécifiques et originales et, d'autre part, ses valeurs empruntées à d'autres sociétés et cultures.

10.10 Ainsi compris, le nouvel ordre international n'est pas seulement une justice globale à négocier entre les grandes puissances ; il est aussi et surtout une prise de conscience qui s'opère à partir du vécu de tous les hommes et de toutes les femmes de notre temps, dans leur lutte quotidienne pour une vie plus juste et plus libre.

10.11 Ma délégation est convaincue du fait que cette approche globale et existentielle du développement est la seule qui puisse conduire à un nouvel ordre international ; nous sommes donc heureux de constater la présence de cette orientation dans le Projet d'ajustements au Plan à moyen terme et dans certaines actions proposées dans le cadre du Projet de programme pour 1979-1980. Ceci ne nous empêche pas cependant de croire qu'il y a encore des étapes à franchir et qu'il faut s'y employer sans hésitation.

10.12 Tout d'abord, la question se pose de savoir sur quoi l'Unesco peut s'appuyer pour donner au nouvel ordre international son visage humain, pour lui restituer, comme le dit le poète, les "mots de la vie". Nous ne voyons qu'une réponse à cette question : la contribution de l'Unesco doit avant tout se situer au niveau du "pourquoi" des modes de vie qui régissent nos sociétés et du "vers quoi" elles s'acheminent. En effet, l'instance la plus internationale de la culture ne saurait escamoter les questions fondamentales. Un double mouvement la fait rechercher les racines et tendre vers les finalités.

10.13 La recherche de l'identité culturelle, dont certains craignent qu'elle ne conduise à l'isolement et à une juxtaposition sans liens, n'est sûrement pas la recherche d'une culture produite "in vitro", ni l'expression de la conviction naïve d'une originalité absolue qui ignorerait les brassages de l'histoire passée et présente. Elle est avant tout fidélité aux grands axes de l'inconscient collectif des peuples tel qu'il s'est exprimé au long des temps. Elle est descente aux racines de l'énigme fondamentale qui nous constitue en tant que communautés historiquement et géographiquement différenciées.

10.14 Il est d'usage de dire qu'en laissant le développement entièrement livré à la logique de la rationalité technique, nos sociétés ont vu disparaître les rythmes sociaux et les systèmes de valeurs qui les soudaient en tant que corps social, sans que d'autres rythmes et valeurs les aient remplacés au même niveau d'identité.

10.15 Voilà pourquoi le grand affrontement qui a lieu devant nous, dans toutes les sociétés, quelles qu'elles soient, se traduit par la rupture entre l'univers mythique sous-jacent à tout tissu culturel et social et le caractère absolu des modèles imposés par les succès de la période de l'industrialisme.

10.16 N'est-ce pas parce que les mythes générateurs de vie, exprimés par des symboles et célébrés dans la communion de sentiments et d'aspirations des peuples, ont été balayés par l'univers technique que l'homme d'aujourd'hui se trouve aliéné et dépossédé de sa fondamentale capacité de création et de décision ? Tel me semble être le sens de la réflexion faite ici-même, il y a quelques jours, par le Président de la république française, quand il a dit que "nos sociétés sont en mal d'elles-mêmes".

10.17 Il s'agit donc, pour l'Unesco, de rétablir les liens entre les mécanismes et les conditionnements qui sont l'acquis de la civilisation industrielle et le sens profond que les sociétés veulent donner à leur évolution historique, dans la fidélité à leurs racines propres.

10.18 Mais il faut tout de suite ajouter que cette fidélité resterait, cependant, stérile et impuissante si elle n'était accompagnée du sens des finalités. Il faut dévoiler ce vers quoi nous nous ache-

minons. Il faut découvrir, au carrefour du temps, les nouvelles valeurs, les faire naître en scrutant le sens des événements, pour qu'à leur tour, elles soient génératrices de comportements nouveaux et de décisions audacieuses.

10.19 Maintes fois, l'Unesco est vue comme "la conscience éthique" de tout le système des Nations Unies. Or nous savons tous que l'éthique naît des finalités. Seul le fondement éthique peut justifier la prise en charge collective par l'ensemble de l'humanité des grands problèmes planétaires.

10.20 Monsieur le Président, c'est dans la perspective de cette recherche des racines et de la poursuite des finalités que je viens d'évoquer comme étant le pivot de la contribution de l'Unesco au nouvel ordre international que je me propose maintenant, d'énoncer très brièvement quelques aspects du programme de l'Organisation auxquels nous attachons une importance particulière.

10.21 Les racines et les finalités relèvent avant tout de l'ordre de la connaissance - connaître le monde pour le nommer et le maîtriser ensuite. Il n'est donc pas étonnant que l'alphabétisation nous apparaisse comme une tâche éminemment prioritaire pour l'Unesco. Nous entendons l'alphabétisation au sens le plus large du terme, c'est-à-dire en tant que capacité de déchiffrer non seulement les codes de la lecture et de l'écriture, mais aussi des codes plus complexes que la civilisation industrielle et celle des mass médias ont créés. C'est pourquoi les représentants de mon pays aux réunions de l'Unesco ont maintes fois souligné l'importance que le Portugal attache aux efforts orientés vers ce qu'on peut appeler la "lecture critique" du monde moderne, en restituant aux masses de toutes les sociétés les instruments qui leur permettront de se situer de façon consciente face aux événements auxquels elles sont continuellement confrontées.

10.22 Il va sans dire que ces instruments ne sont pas sans rapport avec ce qu'on est convenu d'appeler le système éducatif. On parle souvent de l'échec des vingt dernières années d'amélioration, d'accroissement, et de démocratisation du projet éducatif à l'échelle du monde. Ceci nous amène à poser la question de savoir quelles matrices éducatives seront capables de tenir compte, dans le futur, des rapports éducation-travail, environnement-milieu éducatif, rôle des mass médias dans l'éducation, etc.

10.23 Un deuxième problème que je tiens à soulever ici concerne le réalisme nécessaire pour bien définir le rôle de la science et de la technologie dans la production continue que la société fait d'elle-même. Comme nous avons eu l'occasion de le dire lors de la deuxième Conférence des ministres chargés de la politique scientifique et technologique dans la région d'Europe et d'Amérique du Nord (MINESPOL II), le Portugal estime que le nouvel ordre international restera une gageure tant que la science et la technologie n'entameront pas l'analyse sérieuse de leurs propres limites et de leurs possibilités dans l'ère nouvelle de la postindustrialisation.

10.24 De toutes les institutions internationales, l'Unesco est certainement celle qui est la plus à même de faire en sorte que le développement technologique nécessaire à chaque Etat soit en harmonie avec ses valeurs propres et devienne un véritable moyen d'action d'une identité nationale ouverte au monde. C'est pourquoi mon pays estime que la contribution de l'Unesco à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement devrait résulter en quelque sorte d'une mobilisation de la capacité de réflexion de l'Organisation tout entière (je pense notamment au Secrétariat et au Conseil exécutif) vers la poursuite d'un tel but. La nouvelle approche du concept de développement indiquée dans le document 20 C/107 comme étant l'un des apports de l'Unesco à cette Conférence des Nations Unies mériterait une intensification des efforts de tous les Etats membres. Nous croyons que l'Unesco est l'instrument tout indiqué pour encadrer dûment la science et la technologie à l'aide de garde-fous culturels que les Etats membres devront eux-mêmes renforcer.

10.25 J'en arrive ainsi à mon troisième point : celui de la dimension culturelle de tout développement. Si l'on acceptait que les objectifs culturels orientent le choix de formes de science et de technologie qui soient adaptées à chaque société, les ressources potentielles des différents peuples seraient nécessairement mieux utilisées, tant du point de vue culturel, que du point de vue strictement économique.

10.26 Cela revient à dire que les objectifs culturels auraient un rôle primordial à jouer dans le choix des modes de production qui guideraient l'ensemble de la vie de chaque pays : que produire ? Comment produire ? Pourquoi produire ?



10.27 Ce n'est pas évident que toute société accordera la même valeur aux moyens et aux fins de la production. S'il doit y avoir des formes de contrôle social des objectifs et des mécanismes économiques, il faudra que ce contrôle découle de la "sagesse" nationale et qu'il traduise des objectifs culturels acceptés par la totalité de la population et non les intérêts particuliers de tel ou tel groupe.

10.28 C'est à ce niveau-là que prend corps pour nous le concept de développement endogène tel qu'il est si souvent employé aujourd'hui à l'Unesco.

10.29 Il me reste à aborder la question du rôle de la communication dans le nouvel ordre international. Impossible de concevoir un nouvel ordre international qui fasse l'économie d'une information sur les événements vécus et interprétés par les différentes cultures et sociétés.

10.30 Mon pays a été très intéressé par l'initiative prise par le Directeur général de constituer la Commission d'étude des problèmes de la communication. Ce que nous pouvons dire du rapport intérimaire présenté par cette commission c'est qu'il ouvre la voie à la réflexion rigoureuse qui incombe à l'Unesco. Sans vouloir anticiper sur la discussion qui aura lieu au sein de la Commission du programme IV, nous tenons à affirmer que les travaux de la Commission MacBride jettent une lumière très éclairante sur le projet de déclaration relatif aux organes d'information dont nous aurons à débattre.

10.31 Comme ma délégation l'a dit à Nairobi, nous considérons le rôle des médias dans le monde d'aujourd'hui comme témoignant de l'émergence d'un nouveau pouvoir dont l'influence est encore imprévisible. C'est pourquoi il nous semble tellement important de veiller à ce que ce pouvoir s'exerce dans la pleine affirmation de la liberté d'expression, mais aussi dans le respect de la liberté de pensée et d'opinion d'autrui. C'est parce qu'il y a tension et conflit entre ces deux libertés que l'Etat n'a jamais été et ne saurait jamais être indifférent à leur exercice.

10.32 Monsieur le Président, j'ai commencé par évoquer le défi lancé à l'Unesco par l'exigence du réel. Je souhaiterais que ce défi puisse guider nos travaux tout au long de la Conférence. Pour affronter le monde d'aujourd'hui, l'Unesco a besoin de faire appel à toute la rigueur intellectuelle, à toute l'indépendance d'esprit, à toute l'intégrité de jugement, à toute la passion du nouveau, à tout le goût de se risquer dans l'inconnu que peut lui offrir le monde. Il ne me reste qu'à affirmer que le Portugal est prêt à répondre à cet appel. Merci, Monsieur le Président.

11. Le PRESIDENT :

En votre nom je remercie le chef de la délégation du Portugal et je donne la parole au Dr Rudolph Grant, consultant et secrétaire général de la Commission nationale guyanaise pour l'Unesco, chef de la délégation de la Guyane.

12.1 Dr. R. GRANT (Guyana):

Mr. President, may I join previous speakers in congratulating you on your election to the presidency of the twentieth session of the General Conference. I am confident that you will conduct the business of the Conference with outstanding competence and that success will crown your efforts. I have pleasure in conveying sincere greetings from the Government and people of the Co-operative Republic of Guyana, who wish to express their continued support for Unesco in its various fields of endeavour. In particular, I have been asked by the Minister of Education, Social Development and Culture, in whose portfolio relations between Unesco and Guyana fall, to wish the Conference every success in its deliberations on some of the crucial issues of our time.

12.2 Mr. President, as we approach the end of this Second Development Decade it is fully and widely accepted that despite the important advances made in education, science, culture and communications, Unesco's traditional areas of concern, the goals and objectives for the two development decades have exhibited and continue to exhibit a persistent and disturbing elusiveness.

12.3 I shall not repeat the observations made by previous speakers on the economic, social and cultural situation in today's world. Before I go further, I would like to say that my delegation joins with others in recognizing the various contributions made by Unesco, during the biennium 1977-1978, to alleviate this undesirable situation and to bring about improvement in the Member States it serves. The Government of Guyana therefore wishes to take this opportunity to express once again its appre-

ciation to the Organization, to the Director-General, to members of the Secretariat and to others who have made these efforts possible.

12.4 But, Mr. President, we are also conscious of the fact that the struggle for a better, more equitable world must continue. It is for such reasons that I am authorized to say that the Government of Guyana welcomes the approach of this Conference's policy debate which seeks to focus attention on certain specific themes. I refer of course to those themes mentioned in the Draft Programme and Budget for 1979-1980, and in several other documents which are before us. I am confident that the more detailed discussions in the Commissions dealing with the objectives deriving from these issues, will result in strengthening the hands of the Secretariat in its efforts to aid the solution of these problems.

12.5 The dangers of avoiding these issues, even the consequences of affording them inadequate attention have already been highlighted in the various documents presented by the Director-General and developed in the publication "Thinking Ahead", a document which, in my view, should be given wider circulation. Again, Mr. President, a number of previous speakers have dealt in varying degrees with the problems which have arisen and will continue to arise if these issues are not adequately attended to.

12.6 May I stress that the Government of Guyana fully supports the call made by many previous speakers for the achievement of a new international economic order and the total elimination of colonialism and racialism. Having said this, Mr. President, I would like to observe that in great measure the efforts to achieve a new international economic order, and to ensure that the Third Development Decade attains its objectives, development must come from within the developing countries themselves. I say this, Mr. President, because it is all too clear that the disparities which exist at the international level are paralleled, and in some cases, exactly duplicated by disparities at the national or internal levels. The call for a new international economic order will remain a hollow cry if not accompanied by a determination to ensure that at the internal or national levels there are also efforts at a new economic order. Unesco is in a unique position to create a climate of opinion conducive to the re-examination of all the implications of the call for a new international economic order.

12.7 Mr. President, the Government of Guyana supports, within the context of the Medium-Term Plan, the measures outlined in the Draft Programme and Budget for 1979-1980 and hopes that the next biennium will see the removal of the denial of human rights, the erosion of colonialism and racialism wherever these exist, the promotion of cultural liberation as an intrinsic part of the struggle for development. The Guyana delegation notes with approval in the presentation of the Draft Programme and Budget a conceptual framework and specific plans for the exchange of expertise among the developing countries themselves. It is our view that if the Third World is to witness the rapid development desired, the principle of technical co-operation between developing countries (TCDC) must become an abiding principle guiding development efforts, not as a substitute for traditional forms of technical co-operation, but one which exists side by side with them. The Guyana delegation is therefore encouraged by the provision for the pooling of resources mentioned in the Draft Programme and Budget, for TCDC must mean more than an opportunity for certain countries to take the place of the developed countries whether in the field of economic development, education, social development or cultural development.

12.8 Mr. President, time does not permit me to touch on the other themes, but I think that the stand of the Government of Guyana on the issues under discussion is well known and has been expressed in several world forums over the years. Permit me, Mr. President, in ending my brief presentation before this General Conference to say that there is a clear relation between the themes of the objectives which are stated in document 20 C/5. One example will suffice. Objective 43 - Scientific and technological research and training - envisages special attention being given to technical and vocational education and emphasizes the necessity to relate the world of study to the world of work. In this connection it is important to note, that while the difficulties encountered in the implementation of this concept in several countries reflect a sensitivity to local conditions, there seems to be one consistent problem which impedes progress in all countries, that is, the difficulty of finding suitable employment for students, who have been given exposure to the practice of relating



the world of work and the world of study. This is an outstanding example of the correlation between themes and objectives: the achievement of a new international economic order would lead to the achievement of the objective referred to earlier.

12.9 Finally, Mr. President, the Government of Guyana notes with pleasure the establishment of a subregional office in the Caribbean, located in Jamaica, and looks forward to the realization of a clearer and more effective relationship between Unesco and Guyana. Thank you, Mr. President.

13. The PRESIDENT:

I thank the head of the delegation of Guyana, and I now give the floor to Mr. K. S. Murshid, Assistant Secretary-General of the Commonwealth Secretariat.

14.1 Mr. MURSHID (Commonwealth Secretariat):

Mr. President, Mr. Director-General, distinguished delegates, ladies and gentlemen: may I convey to this assembly the warm greetings of the Commonwealth Secretary-General, and express the importance which we in the Commonwealth Secretariat attach to the work of Unesco in fulfilment of the tasks it has undertaken on behalf of mankind in the anxious and uncertain world of today. May I also convey to you, Mr. President, our congratulations on your election as President of the twentieth session of the General Conference, an election which is a measure of the confidence felt in your abilities and wisdom as a mentor and guide of its proceedings. I believe it is also an appropriate occasion to recall the services of your predecessor, Dr. The Honourable Taaita Toweett of Kenya who, as President of the nineteenth session, made such valuable contributions to Unesco's ideas and initiatives. Moreover, we confess to a special pleasure in noting the fact that two men from the Commonwealth have in succession been called upon to discharge the onerous responsibilities of the President of this Conference.

14.2 We warmly welcome Namibia as the newest member of Unesco, and note with pleasure the Executive Board's support for Dominica's application for membership. We hope that their association with Unesco will be fruitful and rewarding.

14.3 Please permit me, Mr. President, to say a few words on the nature and purposes of the Commonwealth today, whose basic interests and objectives appear closely to parallel those of Unesco. These were clearly articulated in the Singapore Declaration, which was adopted by the Commonwealth Heads of Government in 1971. In that document, they unanimously recognized and emphasized the Commonwealth Association as a voluntary intergovernmental organization of sovereign and equal members, created for multilateral consultation and co-operation between the most populous and the most advanced countries on the one hand, and the smallest and the least developed among them on the other, as varied in culture and geography as God's good earth itself, but united in a common desire to share their experience and expertise in an atmosphere of common values and tradition and in a common concern with a just world order based upon practical goodwill and understanding.

14.4 Indeed, Mr. President, the Commonwealth of today derives its character, energy and will from its 38 constituent members, whose interests govern its counsels. It encompasses a quarter of the world's population and only a tenth of its wealth - factors which determine its role and concerns. I would like to stress that its role is truly global, and that its concerns are truly central to the destiny of man during the final quarter of the twentieth century.

14.5 The Commonwealth is deeply preoccupied with the development problems of the vast segment of mankind which lives on the margin of absolute poverty, and with the survival of both rich and poor nations in a world threatened largely by the folly of the rich, who realize - but do not act in consequence - that the world today is an interlocked and interdependent community of people linked to a common fate through issues such as energy, food, population, the environment and the earth's resources, and who continue to act in the obsolete, blind and destructive perspective of power and dominance.

14.6 The Commonwealth technical assistance programme now covers 45 developing countries and involves 300 experts, and has, incidentally, paved the way for technical co-operation among developing countries themselves. Its programmes in science, with their emphasis on application to development and the search for appropriate technology, are geared to the needs of the rural sectors of developing



economies. This programme explores the potential for industrial co-operation designed to enhance the prospects of industrialization of the developing countries. It provides the opportunity for valuable consultations and exchange between Member States in the fields of education, science and technology, economic and industrial development, agriculture, natural products, food, health, youth and cultural affairs.

14.7 The concern of the Commonwealth for genuine advance towards a new economic order and towards international peace and stability, and its support for human rights, have been eloquently and frequently articulated by the Secretary-General, His Excellency Shridath Ramphal. In its deep commitment to these ideals, the Commonwealth Secretariat devotes no small part of its energies, within its competence, to the struggle with stubborn realities that frustrate the emergence of a less unequal economic order. In short, Mr. President, the Commonwealth in many of its functions somewhat resembles Unesco, except, obviously, in its scale of financial and human resources and their rate of growth.

14.8 Mr. President, our satisfaction at this convergence of our interests and programmes has been heightened by the contents of the Draft Programme and Budget for 1979-1980, as described in document 20 C/5. Allow me also to add our congratulations on the methodology of presentation. Such objectives as the pursuit of global and diversified national development, the search for appropriate technology, together with programmes of science education as well as scientific and technological research and training, are among the foremost concerns of the Member States of the Commonwealth. Educational administration and management, educational structures, content and methods and the training of educational personnel are among our continuing priorities. Our interest in adult education and integrated rural development has led to many policy conferences and intergovernmental meetings. Indeed, next January in New Delhi we shall be examining ways of improving national policies and programmes in the field of non-formal education. In these activities, we have often drawn on the expertise available in Unesco's published findings and studies, and I am aware that through such exchange of materials and reports, our organizations have mutually maintained a certain measure of co-operation in common fields of interest.

14.9 Mr. President, the proposals set out in Programme Objectives 7.1-7.3 involve the vital issues of mineral and energy resources, terrestrial biological resources and water resources, all of which fall within the scope of our own economic and scientific activities. Furthermore, the cultural wealth and needs of the Member States of the Commonwealth account for the importance we attach to respect for the cultural identity of nations as well as to the enhancement of the cultural dimension of development. We are training youth for leadership and development, and are engaged in evolving programmes for ensuring the greater participation of women in the process of development both as contributors and beneficiaries.

14.10 Mr. President, I believe I have said enough on the broad policy interests which we share with Unesco to indicate the scope and opportunities for co-operation between Unesco and the Commonwealth Secretariat. I should like to pay tribute not only to the General Conference and the Executive Board of Unesco for their guidance in the formulation of programme policies but in particular to its Director-General and his able colleagues for the manner in which the programme has been put together in the Medium-Term Plan, as well as the programme for the next biennium. We congratulate them on their resourcefulness in overcoming financial obstacles to long-term planning. We in the Commonwealth Secretariat could certainly profit from the amplitude of such planning, but must be content with the advantage of compactness which results from our smaller size and modest resources.

14.11 We should also like to commend the innovation of an Inspectorate-General charged with monitoring the programme execution of Unesco as part of a built-in evaluation mechanism. We share your concern to assist Member States in their endogenous development, and support the emphasis on training activities, which echoes one of the basic policies of our own organization.

14.12 Finally, Mr. President, we note with satisfaction the importance attached by Unesco to education and its role in the general social and economic development of Member States, which is appropriately reflected in the proposed allocation of 30.5 per cent of the budget for the next biennium to educational programmes. Recognition of that importance was also noted in the moving address which the President of the French Republic delivered to this assembly last week.

Fundação Cuidar o Futuro



14.13 Mr. President, let me confirm the reassurance which my organization has drawn from the community of interests which binds us together, and the hope that in the execution of our various programmes we may find, through co-operation, ways and means of avoiding costly duplication and encouraging fruitful and time-saving consultation.

14.14 It has been a valuable experience for us to attend this Conference, and I hope that our contacts, both present and future, will develop into a definite and practical form of co-operation. The Director-General of Unesco, to whom we are beholden for the invitation, has done a splendid job in subjecting Unesco's programmes to the discipline of a single but comprehensive vision, and has achieved coherence in doing so. The challenge for us all is to achieve the equivalent of this in international affairs, where the opposite situation prevails. Delegates here need not be reminded of the chilling realities on which, for example, the North-South dialogue foundered. Whether externally or internally, the creation of just structures requires hard political decisions which, in their turn, depend on political will. In the absence of that will, the challenge continues; so does the effort - the attack on world problems, preceded by intellectual elucidation, which is the first obligation of Unesco. Mr. President, ladies and gentlemen, on my own behalf and on behalf of the Commonwealth Secretary-General, I wish you every success in the performance of this double task.

15. The PRESIDENT:

I thank the Assistant Secretary-General of the Commonwealth Secretariat, and I give the floor to the last speaker for today, Dr. Raoul Pierre Louis, head of the delegation of Haiti.

16.1 M. LOUIS (Haïti) :

Monsieur le Président, chers délégués, Mesdames, Messieurs, permettez-moi d'abord Monsieur le Président, au nom de la délégation de la République d'Haïti, de joindre ma voix à celles des distingués délégués qui m'ont précédé à cette tribune et vous féliciter de votre brillante élection à la présidence de la vingtième session de la Conférence générale. Je ne doute pas qu'à l'instar de votre honorable prédécesseur, vous dirigerez ces débats avec clairvoyance et dynamisme.

16.2 Nous nous félicitons, Monsieur le Directeur général, de la visite que vous avez effectuée en Amérique latine et, plus particulièrement, en République d'Haïti. La chaleur et la fraternité de l'accueil qui vous y fut réservé répondent dans l'esprit des autorités de mon pays à votre volonté maintes fois concrétisée de nouer des contacts directs et d'entretenir un dialogue ouvert et dynamique avec tous les Etats membres de notre Organisation.

16.3 Votre visite s'est traduite, pour mon pays, par un substantiel renforcement de notre coopération et je me plais à souligner ici la qualité exceptionnelle de la contribution de l'Unesco à la mise en place de la nouvelle politique éducative instaurée par le gouvernement de la République d'Haïti.

16.4 Cette nouvelle politique éducative, fruit d'une longue maturation et d'un examen sans complaisance des conditions historiques, culturelles et socio-économiques de mon pays, peut se résumer dans la formule proclamée par l'Unesco et reprise par notre jeune Président : une éducation pour le développement du pays et du peuple d'Haïti.

16.5 Pendant longtemps, on a reproché à notre système d'éducation d'être élitiste, et l'on a oublié et l'on oublie encore parfois les raisons des choix que notre glorieuse et douloureuse histoire nous a imposés ; il nous a fallu former des esprits cultivés et brillants capables de porter à travers le monde le message de la première nation noire, à une époque où aucune activité intellectuelle et culturelle n'était reconnue au nègre.

16.6 La nouvelle éducation se définit en termes de rentabilité et en termes d'attitudes, d'esprit d'initiative et de créativité. Elle doit offrir à tous, dans un souci de justice et de démocratisation, des chances égales d'atteindre les dimensions économiques et culturelles du développement.

16.7 Nous devons tout d'abord fournir à notre population - près de six millions d'être humains occupant 27.000 km² d'un territoire très montagneux - les moyens de satisfaire ses besoins fondamentaux de subsistance. C'est dire tous les espoirs que nous fondons sur l'alphabétisation, centrée sur l'action communautaire, pour aboutir à l'accroissement des capacités productives et à l'autogestion des circuits de coopération, de conservation et de commercialisation.

16.8 Nous consacrons à notre système éducatif des ressources financières de plus en plus importantes qui atteignent la limite de ce que peut supporter notre fragile économie. C'est donc en termes



de rendement de notre appareil éducatif que peut se traduire tout accroissement espéré : formation et recyclage des formateurs, meilleure adaptation des programmes d'enseignement aux réalités socio-économiques, améliorations des matériels didactiques, liaison de l'école avec la vie sociale, culturelle et économique de la communauté rurale ou urbaine, enseignement concret fondé essentiellement sur la science et la technologie.

16.9 La République d'Haïti constitue un îlot linguistique francophone dans un océan anglophone et hispanophone ; ce caractère qui représente un apport enrichissant davantage qu'une différence néfaste, confère à mon pays une spécificité riche de promesses pour la coopération régionale et internationale et contribue à la création d'un humanisme haïtien fondu dans le creuset des civilisations africaine, européenne et américaine.

16.10 C'est pour vous dire, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tous les espoirs que nous fondons sur la réalisation des vingt-deux objectifs inscrits au chapitre Education du Projet de programme et de budget qui est soumis à notre examen. Leur réalisation permettra la continuation et le développement de la fructueuse coopération que nous entretenons avec l'Unesco, et que vous avez si vigoureusement stimulée, Monsieur le Directeur général.

16.11 Monsieur le Président, notre politique culturelle repose sur notre légitime souci d'approfondir notre identité culturelle et de mieux saisir sa réalité historique, psychobiologique et géopolitique. Elle nous permettra de retrouver toutes les sources de notre histoire et de nos traditions, grâce aux dossiers et documents conservés dans la mémoire écrite des bibliothèques, de découvrir et restaurer les sites et les monuments témoins de notre passé et messagers de notre culture, de retrouver, ranimer et conserver nos arts populaires et notre folklore et nous en servir comme instruments de notre développement. Nous devons promouvoir des études sur les composantes africaines de notre culture, grâce à notre Institut d'études africaines pour l'animation duquel nous lançons un appel fraternel à tous les Etats de notre mère l'Afrique.

16.12 Permettez-moi ici, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, d'insister sur l'un des actes les plus significatifs du gouvernement de la République d'Haïti dans le domaine de la conservation et de la mise en valeur de notre patrimoine national, je veux parler du programme de restauration du palais Sans-souci, de la citadelle du roi Christophe et du site de Ramiers.

16.13 Ce programme s'insère dans le cadre fondamental de notre politique nationale de développement intégral, reposant sur la réanimation régionale ainsi que sur l'inventaire et l'utilisation de toutes les ressources nationales, parmi lesquelles nous assignons une importance majeure aux vestiges prestigieux du patrimoine monumental que nous ont légués nos ancêtres et surtout Henri Christophe, l'un des fondateurs de notre patrie.

16.14 Notre gouvernement a entamé l'application d'un programme d'urgence permettant de prendre des mesures de protection des structures, de préservation et de restauration architecturale graduelle de nos monuments. Nous envisageons d'entreprendre l'actualisation et l'approfondissement des études sur les causes de dégradation des structures afin de pouvoir choisir les solutions techniques appropriées.

16.15 Tous ces efforts devront déboucher sur le lancement d'un programme d'animation culturelle visant à garantir la réalisation de la vocation ultime de cet ensemble monumental dont nous voulons faire un haut lieu international de festivals culturels, et plus particulièrement un sanctuaire d'expression dramatique pour la diaspora de l'Afrique noire dans le Nouveau Monde.

16.16 Nous lançons un solennel appel à l'assistance internationale pour nous aider à accomplir cette oeuvre culturelle de première importance et affirmer avec nous que le patrimoine culturel de chaque peuple est indissociable du patrimoine de l'humanité tout entière.

16.17 Nous sommes particulièrement intéressés à la réalisation des objectifs énoncés au chapitre II du Projet de programme et de budget, relatif aux sciences exactes et naturelles et à leur application au développement.

16.18 Nous voulons en effet rompre avec une certaine fatalité, qui en réalité n'est qu'une des conséquences d'un ordre économique mondial périmé parce qu'injuste et qui attribue une prétendue "vocation agricole" à nos pays condamnés à gratter avec des moyens rudimentaires un sol appauvri par des décennies de monoculture longtemps destinée à la prospérité de lointaines métropoles.



16.19 Nous voulons promouvoir une technologie appropriée à nos moyens, appliquée à nos réalités et capable de créer par elle-même les instruments de son évolution dynamique. Il nous faut donner une touche particulière à notre artisanat, en faire le lieu de rencontre entre la culture du peuple et la technologie et l'adapter aux nécessités de la transformation des conditions d'habitat, de nutrition, de santé, de transport, etc. Et dans une seconde étape, cette technologie devra évoluer et atteindre des objectifs de plus haut niveau : transformation des matières premières, conservation des produits, développement des sources d'énergie, développement de la volonté et de la capacité de recherche à tous les niveaux.

16.20 Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les droits de l'homme ont acquis, ces derniers temps surtout, un regain mérité de considération. Mon pays qui est né sous le signe de la revendication des droits de l'homme ne peut que s'en réjouir et les défendre.

16.21 Nous considérons que l'éducation pour tous constitue le premier jalon vers l'épanouissement de ces droits inaliénables. Quand on a donné à un homme l'instruction et une formation professionnelle et morale lui permettant de subvenir à ses besoins matériels et intellectuels, et d'avoir une juste vision des choses et des hommes, on lui a accordé, de surcroît, la possibilité d'exiger le respect de ses droits fondamentaux. Les programmes doivent faire une place de choix à l'acquisition du sens de la justice et de la fraternité humaine et à l'exigence des libertés fondamentales.

16.22 L'ignorance et l'obscurantisme sont les facteurs qui favorisent et permettent toutes les aliénations. C'est dire l'importance du rôle de notre Organisation dans le succès de ce noble combat.

16.23 J'en arrive enfin au grave problème qui agite et passionne beaucoup de pays et d'instances nationales et internationales depuis notre dix-neuvième Conférence générale, celui d'une répartition plus équilibrée des sources de l'information. Deux exigences demeurent et s'imposent à tout observateur calme et lucide : d'une part, la nécessité de créer un nouvel ordre mondial de l'information qui donne aux pays en développement la juste part qui leur revient et les moyens d'apporter leur contribution à l'information du monde, et, d'autre part, la nécessaire liberté de la presse.

16.24 Vouloir le changement d'une situation qui permet que certaines agences de presse, étrangères à nos problèmes et à nos contextes culturels propres, sélectionnent les nouvelles du monde et nous imposent en fait leur interprétation des grands événements qui agitent notre époque, ne signifie pas qu'il faille donner aux Etats le monopole de l'information ou supprimer la liberté de la presse. La noblesse des idéaux sur lesquels notre Organisation a fondé son existence et son autorité morale et intellectuelle nous engagent dans la recherche sereine d'une juste solution. Dans le dialogue des nations et des peuples nécessaire au progrès de l'humanité tout entière, il est bon, il est nécessaire, il est juste que le mouvement des idées se fasse de chacun vers tous, et de tous vers chacun afin que la communauté internationale soit une réalité vivante, solidaire et durable.

16.25 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués, tant qu'il y aura quelque part dans notre monde des lieux privilégiés où des hommes et des femmes venus de tous les horizons se préoccupent d'avancer dans la voie de la satisfaction des plus nobles aspirations de l'humanité : éducation, développement, coopération et paix, nous resterons pleins d'espérance et nous croirons à l'avènement d'une ère de prospérité pour tous dans la fraternité ; c'est la raison de notre présence à ces assises. Je vous remercie de la bienveillante attention que vous avez bien voulu m'accorder.

17. The PRESIDENT:

I thank the head of the delegation of Haiti. Before adjourning the meeting, I have an announcement to make. Since tomorrow is a holiday, the next plenary will begin at 10 o'clock on Thursday morning, 2 November, and will deal with amendments to the Constitution (items 25, 26 and 27 of the agenda). It is hoped that there will be time after this to continue the general policy debate. The meeting is adjourned.

The meeting rose at 6.15 p. m.

La séance est levée à 18h.15

Se levanta la sesión a las 18.15

Заседание закрывается в 18.15

رفعت الجلسة في الساعة السادسة و ١٥ دقيقة مساءً

